RAPPORT D'ACHEVEMENT DE PROJET (RAP)

A. INFORMATIONS SUR LE PROJET ET DATES CLES

Référence du Projet P-MR-IA0-002	**Titre du Projet** Projet d'appui au programme national de développement du système éducatif (PNDSE)	**Pays** République Islamique de Mauritanie	
Instrument(s) de Prêt Prêt FAD		**Secteur** Secteur Social / Sous-secteur de l'Education	**Catégorie Environnementale** Catégorie II
Engagement Initial 8.293.000 UC	**Montant Annulé**	**Montant décaissé** 7.318.526 UC	**% Décaissé** 88,25 %
Emprunteur Ministère des Affaires Economiques et du Développement (MAED)			
Organe(s) d'Exécution Direction des Projets Education et Formation (DPEF) du Ministère de l'Education Nationale			
Cofinanciers et Autres Partenaires Extérieurs Gouvernement : 5.900.000 UC ; IDA : 500.000 UC			

II. DATES CLES

Note de Concept du Projet Approuvé par Com. Ops. NA	**Rapport d'évaluation Approuvé par Com. Ops** NA	**Approbation par le Conseil d'Administration** 28-nov-01
Restructuration(s)		

	Date initiale	**Date effective**	**Ecart en termes de mois [date effective-date initiale]**
ENTREE EN VIGUEUR	20-oct.-02	premier décaissement : 31-janv.-03	**3 mois**
REVUE A MI-PARCOURS	1-févr.-04	NA	**NA**
CLÔTURE	31-déc.-07	31-mars-10	**27 mois (>2ans)**

III. RESUME DES NOTES

CRITERES	**SOUS-CRITERES**	**NOTES**
RENDEMENT DU PROJET	**Réalisation des Résultats**	**3**
	Réalisation des Rendements	**3**
	Respect du Calendrier	**2**
	RENDEMENT GENERAL DU PROJET	**3**
PERFORMANCE DE LA BANQUE	**Conception et état de Préparation**	**3**
	Supervision	**3**

	PERFORMANCE GENERALE DE LA BANQUE	**3**
PERFORMANCE DE L'EMPRUNTEUR	**Conception et état de Préparation**	**3**
	Exécution	**3**
	PERFORMANCE GENERALE DE L'EMPRUNTEUR	**3**

IV. RESPONSABLES DU PROJET AU SEIN DE LA BANQUE

FONCTIONS	**A L'APPROBATION**	**A L'ACHEVEMENT**
Directeur Régional	M. BISI OGUNJOBI	M. I. LOBE- DOUMBE
Directeur Sectoriel	NA	BOUKARY SAVADOGO, OIC OSHD
Chef de Projet	NA	M. NADAB HATHOURA MASSISSOU
Chef de l'équipe du RAP	NA	M. NADAB HATHOURA MASSISSOU
Membres de l'équipe du RAP	NA	Mme. LEILA K. JAAFOR, Spécialiste en développement social au bureau de la BAD du MAROC (MAFO) Mme ODILE MORNET-CARIOU, Consultante en éducation pour OSHD2

B. CONTEXTE DU PROJET

Faire un résumé du bien-fondé de l'assistance de la Banque. Texte:

-sur quel défi du développement porte le projet,
-stratégie générale de l'emprunteur pour relever ce défi,
-activités de la Banque dans ce(s) pays et dans ce secteur durant l' année dernière et performance, et
-activités en cours financées par la Banque et d'autres sources extérieures qui complètent, font doublon ou se rapportent à ce projet.

Veuillez citer les sources concernées. Exprimez-vous sur la force et la cohérence de cette justification.

[<u>300 mots au plus</u>. Tout autre propos pertinent sur les origines et l'historique du projet doit être, si besoin, présenté à l'annexe 6 intitulé: Description du Projet]

Défi de développement sur lequel porte le projet - Le projet porte sur la réduction de la pauvreté à travers le développement de l'enseignement supérieur professionnalisant répondant aux exigences du secteur productif. Alors que le domaine agropastoral représente 19% du PIB, il n'existe pas d'institut de formation de niveau moyen et supérieur approprié. De façon générale, le secteur de l'enseignement supérieur est confonté aux défis suivants : i) des infrastructures insuffisantes face à des effectifs en forte croissance (environ 130% entre 1985 et 1999 : 12912 étudiants contre 5542) ; ii) la sous-représentation des filières scientifiques et techniques : 8% des inscrits contre 62% en sciences juridiques et économiques, 28% en lettres et sciences humaines et 10% dans les autres disciplines; iii) la faible scolarisation des filles (28%) et particulièrement dans les filières techniques et professionnelles (13,25% des effectifs). Eu égard à ces difficultés, le projet vise à améliorer i) la formation technique et professionnelle à travers la création de formations courtes et professionnalisantes et la recherche appliquée au développement; ii) la scolarisation des filles par des campagnes de sensibilisation et la construction de résidence universitaire séparée sur le campus de Rosso. En effet, l'absence de résidences universitaires exclusivement féminines renforce la résistance des parents à envoyer leurs filles loin de leur domicile.

Stratégie générale de l'emprunteur pour relever ce défi - Le Programme National de Développement du Secteur de l'éducation (PNDSE) constitue une stratégie sectorielle de réforme décennale (2001- 2010) élaboré par les autorités mauritaniennes. Il vise à corriger les insuffisances constatées au niveau du fonctionnement du système éducatif et à positionner l'économie nationale dans une perspective de productivité et de compétitivité accrue. Il couvre l'ensemble du système éducatif national, de la petite enfance à l'enseignement supérieur en passant par la gestion administrative et pédagogique et le pilotage stratégique de l'organisation éducative.

La mise à niveau et l'extension de l'institut de Rosso, à la création duquel la BAD avait contribué en 1989, doit pourvoir la Mauritanie d'un institut supérieur d'enseignement technologique dispensant des formations courtes et professionnalisantes dans le domaine agricole. Ce dispositif doit développer les compétences nécessaires aux besoins de développement social, productif et économique du pays.

Activités de la Banque dans ce(s) pays et dans ce secteur durant année dernière- Le portefeuille de la BAD en Mauritanie a connaît une contraction. Les 9 opérations du secteur public, en octobre 2010, représentent un montant global d'engagements nets de 26 millions d'UC et se répartissent dans 3 secteurs : eau et assainissement 77%, agriculture et développement rural 17%, finance 6%. Dans le secteur éducatif, la BAD a financé le programme d'appui au secteur éducatif (PADSE 2000-2006 : 5,92 UC) également dans le cadre du PNSDE (2001-2010) qui visait i) la résorption des disparités entre les régions, ii) l'atteinte de la scolarisation primaire universelle dans un contexte d'accroissement démographique iii) l'amélioration de la qualité des enseignements fondamental et secondaire (premier cycle), iv) la mise en place d'outils de gestion et de pilotage du système scolaire. La clôture du PNDSE devrait permettre de rajeunir le portefeuille et d'améliorer la performance globale.

Activités en cours financées par la Banque et d'autres sources extérieures qui complètent, font doublon ou se rapportent à ce projet- Le PNDSE, stratégie nationale dédiée au secteur éducatif, bénéficie également du soutien financier de l'IDA, de l'UNICEF, de la BID, de la Coopération française, l'OPEP, et du FADES. La Banque mondiale et l'AFD sont particulièrement impliqués dans la formation professionnelle.

Sources : Rapport d'évaluation, rapports de supervision, Rapport de revue de portefeuille de novembre 2009

C. OBJECTIFS DU PROJET ET CADRE LOGIQUE

1. Enoncer le(s) Objectif(s) de Développement du Projet (ainsi qu'ils sont présentés dans le rapport d'évaluation)

Au plan sectoriel, le projet vise le développement des ressources humaines en vue de l'amélioration de la compétitivité de l'économie nationale, de la qualité et performance des services et l'éradication des causes de la pauvreté. L'objectif spécifique du projet est de diversifier l'offre d'éducation, d'améliorer la qualité de l'enseignement et de la recherche en vue de la formation de compétences techniques intermédiaires (techniciens supérieurs) et de cadres supérieurs (ingénieurs) dans le domaine agro-pastoral, de la foresterie et des technologies alimentaires.

2. Décrire les <u>principales</u> composantes du projet en indiquant comment chacune contribuera à la réalisation des objectifs du projet

Le projet comprend les quatre composantes suivantes :

<u>Composante 1 - Développement des infrastructures de base (ISET de Rosso)</u>

Cette composante vise à diversifier l'offre de formation dans l'enseignement supérieur par la création de filières professionnelles et à satisfaire la demande de ressources qualifiées dans les domaines sylvicole, agricole et pastoral. La reconversion de l'ancien lycée de Rosso en un nouvel établissement dénommé "Institut Supérieur d'Enseignement Technologique" (ISET) doit augmenter les capacités d'accueil. Les activités de cette composante sont centrées autour de la mise en place des infrastructures de base sur une surface d'environ 47 ha. Il s'agit plus précisément de procéder à :

i) la réhabilitation des infrastructures existantes et la construction de bâtiments supplémentaires adaptés à la vocation de l'établissement. La construction de résidence pour l'hébergement exclusif des filles tient compte des spécificités culturelles mauritaniennes. Ces dispositions constituent un gage d'assurance pour les parents soucieux de préserver l'éthique sociale et doivent permettre en conséquence d'accroitre le taux d'inscription des filles.

ii) la dotation en équipement mobilier (mobilier de bureau pour le personnel administratif, équipement des salles de cours en mobilier scolaire, équipement des dortoirs en lits et tables, bibliothèques modernes),

technologique (laboratoire, matériels informatiques), documentaire (constitution d'un fonds), et de transport, ainsi que les équipements de cuisine et des terrains de jeux. L'apport de technologies éducatives doit encourager l'utilisation de la technologie dans le processus d'enseignement et d'apprentissage à des fins de démonstration, d'illustration de cours spéciaux, de conception de supports pédagogiques et aussi en vue d'une vulgarisation de l'outil au-delà des seules structures de formation.

Composante 2 - Renforcement des capacités institutionnelles

Cette composante a pour objectif de réformer le cadre de la gouvernance et du management de l'enseignement supérieur par la réalisation de trois activités:

i) la révision du cadre réglementaire des établissements d'enseignement supérieur et du statut des enseignants : Le cadre administratif et législatif doit être réformé en vue d'une plus grande autonomie des institutions d'enseignement supérieur dans leur gestion et fonctionnement quotidien. De nouveaux statuts et mécanismes de financement pour les personnels enseignant et chercheur sont définis.

ii) l'adoption de mesures de bonne gouvernance : la gouvernance des universités telles que l'ISET de Rosso repose sur la création de comités de gestion et scientifique. Ces comités veillent à mettre à profit l'autonomie concédée en matière pédagogique, de recrutement pour la mise en place d'une gestion axée sur les résultats, notamment à travers l'évaluation des performances des professeurs, chercheurs et cadres administratifs et des programmes de formation et de recherche. Le projet vise également à instaurer à l'ISET un système statistique assurant la collecte systématique de données désagrégées par genre en vue de leur publication régulière. Des sessions de formation à la méthodologie de conception de programmes modulaires, la détermination de normes et standards de performance appuieront ce travail.

iii) l'élaboration de programmes de formation à vocation professionnelle et de recherche pour l'ISET : programmes modulaires, intégrant les technologies de l'information

Composante 3 - Appui à la recherche / développement et aux innovations pédagogiques et technologiques

Cette composante appuie l'amélioration de la qualité et de la pertinence des enseignements dispensés et des travaux de recherche initiés à travers :

i) La création d'un Fonds National d'Appui à la Recherche (FNARS) vise à encourager l'innovation, l'excellence et la recherche de solutions pertinentes à des problèmes concrets de développement. Il vise également à accroître le volume des publications scientifiques tout en leur garantissant qualité et utilité. Le Fonds d'appui à la recherche est financé par le FAD (500.000 UC soit 40%) l'IDA (40%) et le gouvernement (20%). Les dispositions du manuel d'utilisation garantissent qu'au moins 30% des programmes et projets de recherche sont focalisés sur des préoccupations de développement à dominante féminine. Les subventions sont octroyées sur une base compétitive à des équipes de recherche travaillant dans les départements d'enseignement, les grandes écoles, et les centres de recherche.

ii) La mise en place de «pépinières d'entreprises» doit catalyser les innovations technologiques et de création d'entreprises, en confrontant les besoins des opérateurs économiques et des petits producteurs avec les idées et créativité des enseignants, chercheurs et autres concepteurs.

iii) L'aménagement d'un périmètre agricole d'expérimentation (20 ha).

iv) Des campagnes de sensibilisation viseront à favoriser la scolarisation supérieur des filles dans les filières techniques et scientifiques et à inciter les parents à envoyer les filles à l'internat. Menée en collaboration avec le Secrétariat d'Etat à la Conditions Féminine, à l'alphabétisation, le Ministère de l'Education Nationale, et le Ministère de la Communication, la campagne d'information doit également toucher les parents, leaders communautaires, associations et groupements de femmes et de jeunes. Des campagnes de sensibilisation au MST Sida sont menées en collaboration avec le Secrétariat d'Etat à la Condition Féminine, le Ministère de la Santé et les ONG spécialisées compte-tenu des risques présents sur la zone du projet.

v) Le programme de vulgarisation et d'appui aux communautés environnantes apporte un encadrement technique afin de contribuer à la diversification, l'augmentation de la productivité et à la compétitivité des produits par l'amélioration des techniques culturales. Il vise principalement les coopératives féminines.

Composante 4 - Appui à la structure de gestion

La composante 4 contribue au renforcement des capacités de gestion de la Direction des Projets Education et formation (DPEF) afin de lui permettre d'assurer convenablement le suivi, l'évaluation et la coordination des activités.

i) Dotation en équipement en mobilier complémentaire pour le personnel d'appui recruté dans le cadre du projet, acquisition de matériels informatiques, et d'un véhicule tout terrain pour les missions de supervision et de contrôle technique des équipes.
ii) Octroi d'assistance technique : un expert international chargé de l'élaboration des programmes pédagogiques et de la définition des spécifications des équipements technologiques nécessaires, et un architecte ou un ingénieur génie civil d'autre part, responsable des études architecturales et de la supervision des travaux et appuyé par 2 conducteurs de travaux recrutés localement.
iii) Fonctionnement : dotation pour les indemnités, frais de carburant, de réparation et d'entretien du véhicule de la DPEF, les frais d'audit, ainsi que pour la formation du chef de projet et du comptable.

3. Evaluer brièvement (deux phrases au plus) les objectifs du projet sous trois angles : noter l'évaluation, en utilisant l'échelle de notation fournie à l'appendice 1.

CARACTERISTIQUES DES OBJECTIFS DU PROJET		**EVALUATION**	**NOTE**
PERTINENTS	a) Pertinent au regard des priorités de développement du pays;	Le projet d'appui au PNDSE est pertinent par rapport à i) **la stratégie de développement du secteur éducatif élaboré par le gouvernement pour la période 2001-2010**; ii) **le Cadre Stratégique de Lutte contre la Pauvreté** (CSLP), iii) **le Programme de Développement Intégré de l'Agriculture en Mauritanie** (PDIAM) : ce projet répond à une préoccupation du Gouvernement et des opérateurs économiques du secteur de l'agriculture et de l'élevage, iv) la **Stratégie Nationale d'Institutionnalisation du Genre** de la Mauritanie (SNIG).	4
REALISABLES	b) Objectifs jugés réalisables au regard des contributions au projet et des délais envisagés.	Compte-tenu des retards observés dans les projets précédents, les objectifs en terme de calendrier sont trop irréalistes. Le projet ne prend pas en compte les délais nécessaires à l'élaboration des études techniques. De plus, le nombre élevé d'activités par composante complexifie le projet et induit un risque de dispersion.	2
COHERENTS	c) Conforme à la stratégie nationale ou régionale de la Banque.	Le projet s'inscrit pleinement dans le **Document Stratégie Pays** (DSP 2000-2002) à travers les différentes composantes éducation, santé, et développement des ressources humaines.	4
	d) Conforme aux priorités générales de la Banque.	Le projet est conforme à la **Stratégie Globale d'Assistance au Secteur de l'Education**. Il vise à remédier aux inégalités régionales d'infrastructures scolaires, à développer l'enseignement technique, et à faire mieux correspondre l'offre de formation aux exigences du marché du travail. L'ISET de Rosso, en fournissant des ressources humaines qualifiées, contribue au développement d'avantages comparatifs du secteur productif qui doivent permettre d'insérer la Mauritanie dans les échanges commerciaux internationaux. Le projet est également	4

		conforme aux priorités du **Plan d'Action Genre** de la banque (2004-2007 et 2009-2011). L'accès des filles aux filières scientifiques techniques et professionnelles supérieures est facilité grâce à la construction de résidences dédiées. Enfin, le projet est pertinent par rapport à la **politique de soutien au secteur privé** : la pépinière d'entreprise prévue dans le cadre de l'ISET vise à catalyser les entreprises innovantes sur le plan technologique.	

4. Présenter le cadre logique. En l'absence de cadre logique, remplir le tableau ci-dessous, en indiquant l'objectif global du projet, les <u>principales</u> composantes du projet, les <u>principales</u> activités de chaque composante et les résultats et rendements attendus, ainsi que les indicateurs de mesure de la réalisation des rendements. Vous pouvez créer des rangées supplémentaires pour les composantes, activités, résultats ou rendements, si nécessaire.

COMPOSANTES	ACTIVITES	RESULTATS	RENDEMENTS ATTENDUS	INDICATEURS A MESURER
Composante 1 - Développement des infrastructures de base (ISET de Rosso)	Activité 1 - Réhabilitation / construction de l'ISET (Rosso)	Résultat 1 - - Etudes techniques réalisées - Réhabilitation des anciens locaux - Constructions de bâtiments à usage d'enseignement et d'habitation réceptionnées - Construction d'une bretelle d'accès (voirie) à l'ISET - Supervision et suivi des travaux réalisés	Rendement 1 - - Les infrastructures sont fonctionnelles et de qualité - le cadre de l'ISET est un facteur d'attraction à l'égard des professeurs et des élèves - la scolarité des filles est facilitée par la construction d'un foyer indépendant de 124 lits - L'entretien des bâtiments est assuré de façon pérenne - Augmentation des demandes d'inscription à l'ISET de 20% par an et représente environ 30% des bacheliers	- taux de réhabilitation et construction des locaux, - taux de croissance des demandes d'inscription à l'ISET;
	Activité 2 - Equipement mobilier	Résultat 2 - - mobilier de bureau pour le personnel administratif, mobilier scolaire, - mobilier pour le centre de recherche et documentation - mobilier des dortoirs (lits et	Rendement 2 - - les équipements mobiliers assurent un environnement de travail et de vie de qualité	taux de livraison du mobilier

		tables), - équipements de cuisine et des terrains de jeux		
	Activité 3 - Equipement documentaire	Résultat 3 - Acquisition d'un fonds documentaire	Rendement 3 - Grâce au fonds documentaire, les équipes pédagogiques et étudiants bénéficient de référenciels actualisés au niveau de la recherche scientifique	taux de livraison du fonds documentaire
	Activité 4 - Equipement technologique	Résultat 4 - - étude sur les équipements technologiques réalisée - acquisition de matériels informatiques et technologiques, connexion de l'Institut, équipement de laboratoires	Rendement 4 - utilisation des technologies dans le processus d'enseignement et d'apprentissage à des fins de démonstration, d'illustration de cours spéciaux, de conception de supports pédagogiques et aussi en vue d'une vulgarisation de l'outil au-delà des seules structures de formation	- taux d'équipement des salles en ordinateurs - nombre d'ordinateur par élève, - pourcentage de cours ayant une page sur le site de l'ISET
	Activité 5 - Equipement de transport	Résultat 5 - Acquisition d'un véhicule 4*4, et de bus pour les étudiants	Rendement 5- Accès à l'ISET facilité	taux d'acquisition des moyens de locomotion
Composante 2 - Renforcement des capacités institutionnelles	Activité 1 - Etudes sur le cadre réglementaire : - des établissements de l'enseignement supérieur ; - du personnel de l'enseignement supérieur	Résultat 1 - - réalisation et validation des études (assistance technique intermittente d'une durée de 3 mois) - décret portant réforme du cadre administratif et législatif des établissements - décret portant réforme des nouveaux statuts	Rendement 1 - - Le système d'enseignement tertiaire est déconcentré, semi autonome au plan financier; - Le statut de l'enseignant-chercheur est revu et revalorisé.	- taux d'emploi à temps plein du personnel administratif et d'encadrement pédagogique, - taux de contribution des employeurs au budget de fonctionnement, - création de comités de gestion et de comités scientifiques, - production de

		et mécanismes de financement pour le personnel enseignant		statistiques, - type de filières créées
Composante 2 - Renforcement des capacités institutionnelles (suite)	Activité 2 - Fonctionnement : création de l'ISET (statuts, organisation et structure mis en vigueur)	Résultat 2 - - Décret portant création de l'ISET, établissement public à caractère administratif d'enseignement supérieur et de recherche - L'ISET est doté de personnalité morale, jouit de l'autonomie administrative et financière, pédagogique et scientifique - organes délibérants en fonction : Conseil d'Administration, Comité de Gestion, Conseil Pédagogique, Scientifique et de Recherche, Conseil de Discipline - organes exécutifs en fonction : directeur, directeur des études, secrétaire général - le Ministère alloue un budget annuel de 600 millions de MRO - au moins 30% du budget de fonctionnement provient des prestations de services	Rendement 2 - - les comités scientifiques et techniques mettent en oeuvre une gestion basée sur la performance - le personnel administratif et d'encadrement pédagogique est qualifié et expérimenté - au moins 50% employé à temps plein - l'ISET dispose de ressources financières suffisantes à la réalisation de ses programmes	- publication du décret de création - nomination des organes exécutifs et délibératifs - montant du budget alloué par le Ministère de l'enseignement supérieur - % du budget provenant de prestations de services - % des personnel à taux plein - % de professeurs vacataires
	Activité 3 - Création des programmes de formation	Résultat 3 - - Etudes relatives aux programmes de formation :	Rendement 3 - - Les programmes de formation de l'ISET se distinguent par	- taux d'inscription des étudiants en filières courtes, - taux de rétention

		assistance technique pour l'élaboration de programmes modulaires - les formations intègrent les technologies de l'information, tant de l'enseignement que de l'apprentissage - les programmes sont professionnalisants : la proportion des cours à caractère "étude de cas" atteint au moins 60%	leur qualité : les modules sont expérimentés, évalués et réactualisés selon un processus itératif - les programmes insufflent une culture entreprenariale, l'esprit d'initiative et de créativité - 70% des étudiants sont inscrites en filières courtes - le taux de rétention atteint au moins 70% par filière - les programmes sont professionnalisants : - 80% des formés ont un emploi correspondant à leur spécialité - 50% des opérateurs économiques et des structures de développement rural satisfaits de la performance des formés	par filière, - % des formés ayant un emploi correspondant à leur spécialité - % des opérateurs économiques et des structures de développement rural satisfaits de la performance des formés
	Activité 4 - Création de mécanismes de gestion basée sur les résultats	Résultat 4 - - Elaboration d'un système statistique de données désagrégées par genre - Evaluation continue et pondérée des élèves - Evaluation de la performance des professeurs - Evaluation de l'ensemble des intervenants (jardiniers, techniciens)	Rendement 4 - - la production de statistiques désagrégées par genre autorise un suivi précis des effectifs - la publication des chiffres universitaires est régulière - la reconnaissance des performances académiques motive les élèves - la gestion selon les critères de performance des professeurs et autres personnels promeut la qualité des services, l'excellence de l'enseignement	- obtention des statistiques de l'établissement - taux de démission des professeurs
	Activité 5 - Formation	Résultat 5 - Assistance	Rendement 5 - La gestion de l'ISET	taux du personnel administratif formé

		technique de 6 mois/P pour la formation de gestionnaires de filières et départements, le perfectionnement des agents administratifs dans le domaine de la gestion, la planification et la programmation budgétaire.	basée sur les résultats promeut l'efficacité des services administratifs	
Composante 3 - Appui à la recherche / développement et aux innovations pédagogiques et technologiques	Activité 1 - Elaboration du Fonds National d'Appui à la Recherche Scientifique (FNARS) dans le but d'encourager l'innovation, l'excellence, et la recherche de solutions aux problèmes de développement.	Résultat 1 - - création du FNARS financé par le FAD (500.000 UC soit 40%), l'IDA (40%) et le gouvernement (20%), - définition d'un manuel de procédures précisant les critères d'éligibilité aux ressources. Les financements sont octroyés sur une base compétitive à des équipes de recherche travaillant dans les départements d'enseignement, les Grandes Ecoles, les centres de recherche. Le FNARS est dirigé par une commission nationale pour la recherche et composé de comités techniques scientifiques	Rendement 1 - - la recherche appliquée aux problématiques mauritaniennes est relancée - accroissement du volume des publications scientifiques tout en leur garantissant qualité et utilité. - au moins 30% des programmes et projets de recherche sont focalisés sur des préoccupations de développement à dominante féminine.	- création d'une « Commission Nationale de Recherche » et des « Comités Techniques Spécialisés» (CTS) en vue de la gestion du fond national d'appui à la recherche scientifique (FNARS), - nombre de projets approuvés - taux d'abandon de projets - nombre de rapports finaux fournis - taux de programmes et projets de recherche soit focalisés sur des préoccupations de développement à dominante féminine, stratégie de pérennisation du FNARS définie, - taux de croissance du volume des publications scientifiques tout en leur garantissant qualité et utilité
	Activité 2 - Création d'une pépinière d'entreprises	Résultat 2 - - Réalisation d'une étude pour	Rendement 2 - - La mise en place de «pépinières	- nombre de projets expériences pilotes sélectionnés au cours

		la création d'une pépinière d'entreprises - Assistance technique pour la mise en place, l'encadrement, l'organisation des services et actions en direction des entreprises assurée par une équipe de deux encadreurs (ingénieurs de conception) pour une durée de 18 mois/personne. - constitution du fonds de roulement	d'entreprises» doit catalyser les innovations technologiques et la création d'entreprises, en confrontant les besoins des opérateurs économiques et des petits producteurs avec les idées et créativité des enseignants, chercheurs et autres concepteurs - au moins 10 projets ou expériences pilotes (action-recherche-enseignement) dans le cadre de la pépinière d'entreprises sont conduits	de la première année, - taux de croissance annuel du nombre de projets
	Activité 3 - Aménagement de la ferme agricole d'expérimentation	Résultat 3 - Les ateliers, la ferme expérimentale et les laboratoires spécialisés sont équipés et fonctionnels	Rendement 3- La ferme agricole d'expérimentation permet la professionnalisation des étudiants, les associe à une démarche de recherche et suscite l'esprit d'innovation.	taux d'utilisation de la ferme par filière, nombre de travaux de recherche par an
	Activité 4 - Actions de sensibilisation à - la scolarisation des filles au niveau du supérieur surtout dans les domaines scientifiques et techniques, inciter les parents à envoyer les filles à l'internat - les MST/Sida	Résultat 4 - - Campagne de sensibilisation à la scolarisation supérieure et scientifique des filles réalisée en collaboration avec les ministères concernés. Outre les filles, la campagne touche les parents, leaders communautaires, associations et groupements de femmes et de jeunes ;	Rendement 4 - - Le MEN mène une stratégie de communication pérenne - Connaissance des MST/Sida en hausse. - Définition d'une stratégie de communication à moyen terme permettant la pérennisation des campagnes	- taux d'effectif féminin de l'ISET, - délivrance d'un rapport d'activité sur la campagne, - stratégie de communication

		- Campagne de sensibilisation aux MST/Sida menée compte tenu de la zone à risque du projet. - définition d'une stratégie de communication pérenne		
Composante 3 - Appui à la recherche / développement et aux innovations pédagogiques et technologiques (suite)	Activité 5 - Outreach programme - appui aux communautés environnantes	Résultat 5 - - Attribution d'une parcelle aux femmes sur l'aire de démonstration du projet. - Apport d'un encadrement technique dans leurs domaines d'intervention	Rendement 5 - - Nombre de « Outreach Programs » en faveur des communautés rurales environnantes en croissance annuelle de 5%. - Diversification de la production, augmentation de la productivité et de la compétitivité des produits par l'amélioration des techniques culturales. - Meilleure maîtrise des circuits de commercialisation - Les femmes acquièrent une indépendance économique et développent une culture entrepreneuriale	- Nombre de « Outreach Programs » en faveur des communautés rurales environnantes la première année, - taux de croissance annuel de 5% du nombre de bénéficiaires, - taux de croissance du CA des coopératives ayant bénéficié des programmes, - taux de femmes parmi les bénéficiaires
Composante 4 - Appui à la structure de gestion de projet	Activité 1 - Mobilier et équipement	Résultat 1 - - Equipement en mobilier complémentaire pour le personnel d'appui recruté dans le cadre du projet, - acquisition de matériels informatiques, et d'un véhicule tout terrain	Rendement 1 - Les capacités de la DPEF sont renforcées ; l'achat d'un véhicule tout terrain permet la réalisation de missions de supervision et de contrôle technique des activités	- fréquence de missions de supervision pendant les travaux
	Activité 2 - Assistance technique	Résultat 2 - - Recrutement d'un expert international chargé de l'élaboration des programmes pédagogiques et de	Rendement 2 - Les travaux et les programmes pédagogiques sont de qualité	recrutements effectués

		la définition des spécifications des équipements technico-pédagogiques nécessaires, - recrutement d'un architecte ou d'un ingénieur génie civil d'autre part, responsable des études architecturales et de la supervision des travaux. - recrutement de 2 conducteurs de travaux recrutés localement assistant l'architecte		
	Activité 3 - Fonctionnement	Résultat 3 - Dotation accordée pour : - les indemnités, frais de carburant, de réparation et d'entretien du véhicule de la DPEF et autres frais généraux, - les frais d'audit, - formation du chef de projet et du comptable	Rendement 3 - La DPEF effectue un travail de qualité et de terrain, les rapports d'audit sont livrés annuellement et sont conformes aux directives de la BAD, les rapports d'activité sont livrés trimestriellement	Nombre et qualité des rapports d'audit et des rapports d'activité

5. Pour chaque dimension du cadre logique, indiquer brièvement (deux phrases au plus) à quel point le cadre logique a contribué à la réalisation des objectifs mentionnés ci-après. Noter l'évaluation en utilisant l'échelle de notation fournie à l'appendice 1. En l'absence de cadre logique, attribuer à cette section la note 1.			
CARACTERISTIQUES DU CADRE LOGIQUE		**EVALUATION**	**NOTE**
LOGIQUE	a) Prévoit un enchaînement causal logique pour la réalisation des objectifs de développement du projet.	Le cadre logique est spécifié mais lacunaire. L'enchaînement causal composante / activité / résultat / rendement n'est pas détaillé. Le document n'approfondit pas les conditions nécessaires à la pérennisation des activités financées.	3
MESURABLE	b) Enonce les objectifs et les rendements de manière mesurable et quantifiable.	Certains rendements sont quantifiés. Cependant, l'échéance des rendements (court, moyen, long terme) n'est pas indiquée. Certains rendements ne sont pas justifiés (proportion des filles inscrites à l'ISET passe de 10 à 75%). De plus, le projet ayant accumulé du retard, les rendements sont irréalisables à la date du rapport d'achèvement.	2
DETAILLE	c) Mentionne les risques et les hypothèses clés.	Deux risques majeurs ont été identifiés : les retards et l'isolement pédagogique du fait de l'implantation excentrée de l'ISET de Rosso. Cependant, le risque politique n'est pas mentionné (Cf. Annexe 6). Le manque de visibilité financière continue de bloquer le développement de l'ISET. Enfin, le projet a souffert d'un manque de communication avec la DPEF : la BAD n'a pas reçu d'invitations officielles pour les réunions de coordination avec les autres partenaires économiques et financiers.	2

D. RESULTATS ET RENDEMENTS

I. RESULTATS OBTENUS

Dans le tableau ci-dessous, évaluer pour chaque principale activité, les réalisations par rapport aux résultats prévisionnels, en se fondant sur le cadre logique présenté à la Section C. Noter le degré de réalisation des résultats attendus. Calculer les notes pondérées en proportion approximative du coût des activités du projet. La somme des notes pondérées s'affichera automatiquement et correspondra à la somme des notes pondérées. Ignorer la note automatiquement calculée, si vous le souhaitez, et justifier.

PRINCIPALES ACTIVITES		**Note de l'évaluation**	**Proportion des Coûts du Projet en pourcentage (ainsi que mentionné dans le rapport d'évaluation)**	**Note pondérée (généré automatiquement)**
Résultats Attendus	**Résultats Obtenus**			
Composante 1 résultat 1 **- Etudes techniques réalisées** **- Réhabilitation des anciens locaux** **- Construction de bâtiment à usage d'enseignement et d'habitation**	- retard des travaux de constructions : début effectif en janvier 2007 (prévu mars 2003). Groupement mauritano-tunisien sélectionné EGB/TP/SBF peu performant dans la complétion des dossiers administratifs et techniques, mauvaise organisation	2	34,42	0,69

réceptionnées **- Construction d'une bretelle d'accès (voirie) à l'ISET** **- Supervision et suivi des travaux réalisés**	interne, n'a pas engagé les moyens humains et matériels nécessaires; - faiblesses des prescriptions des travaux dans le marché initial d'où de mauvaises finitions - réhabilitation : malfaçons décelées : boursouflements des peintures suite à la mauvaise préparation des surfaces, climatisation non fonctionnelle. - construction : menuiserie dévorée par les termites; VRD : nombreuses fissurations au niveau des bitumes (mauvaise qualité des matériaux et mise en oeuvre), assainissement défectueux. - bretelle de désenclavement achevée en novembre 2009 - suivi des travaux effectué par le bureau de contrôle SCET Tunisie et l'architecte assistant à la maîtrise d'ouvrage			
Composante 1 Résultat 2 **- mobilier de bureau pour le personnel administratif, mobilier scolaire,** **- mobilier pour le centre de recherche et documentation,** **- mobilier des dortoirs (lits et tables),** - **équipements de cuisine et des terrains de jeux**	acquisition du mobilier et des équipements	4	11,32	0,45
Composante 1 Résultat 3 - Acquisition d'un fonds documentaire	Fonds documentaire livré à 58%	2	0,08	0,00
Composante 1 Résultat 4 - **- étude sur les équipements technologiques réalisée** **- acquisition de matériels informatiques et**	- étude sur les équipements pédagogiques nécessaires réalisée par CIDE - acquisition de 70 ordinateurs munis d'une connexion à haut débit	4	9,77	0,39

technologiques, connexion de l'Institut, équipement de laboratoire				
Composante 1 Résultat 5 - Acquisition d'un véhicule 4*4, et de bus pour les étudiants	acquisition d'un véhicule 4*4 et de 2 bus	4	2,83	0,11
Composante 2 Résultat 1- - réalisation et validation des études (assistance technique intermittente d'une durée de 3 mois) - décret portant réforme du cadre administratif et législatif des établissements - décret portant réforme des nouveaux statuts et mécanismes de financement pour le personnel enseignants	- étude réalisée par Tecsult international sur le cadre réglementaire des établissements de l'enseignement supérieur - étude réalisée par CIDE sur le statut du personnel enseignant de ce sous-secteur éducatif. - validation des études par les représentants de l'université et du syndicat des enseignants, signature de l'ordonnance portant organisation de l'enseignement supérieur le 20 février 2006. Adoption du décret par le conseil des ministres sur l'organisation et le fonctionnement de l'université de Nouakchott le 26 juillet 2006. Adoption des décrets relatifs au statut des enseignants chercheurs universitaires et hospitalo-universitaires le 30 août 2006 et au statut des enseignants technologues le 6 septembre 2006 - étude sur la pépinière d'entreprise réalisée par C2W International	4	0,20	0,01
Composante 2 Résultat 2 - - Décret portant création de l'ISET, établissement public à caractère administratif d'enseignement supérieur et de recherche - L'ISET est doté de personnalité morale, jouit de l'autonomie administrative et	- décret de création de l'ISET en date du 2 avril 2009 ***Cependant :*** - l'ISET ne bénéficie pas, dans les faits, de personnalité morale et d'une autonomie financière, qui devait être accordée dans le cadre d'un contrat programme avec le Ministère de l'enseignement secondaire et supérieur - le Ministère de	2	0,20	0,00

financière, pédagogique et scientifique **- organes délibérants en fonction : Conseil d'Administration, Comité de Gestion, Conseil Pédagogique, Scientifique et de Recherche, Conseil de Discipline** **- organes exécutifs en fonction : directeur, directeur des études, secrétaire général** **- le Ministère alloue un budget annuel de 600 millions de MRO** **- au moins 30% du budget de fonctionnement provient des prestations de services**	l'enseignement supérieur n'a pas validé le plan stratégique de l'ISET 2009 - 2014 - les organes exécutifs et délibératifs n'ont pas été nommés - le budget alloué par le Ministère de l'enseignement supérieur s'élève à 360 millions de MRO contre 600 millions de MRO prévus - la part des prestations de services atteint 10% : ce pourcentage est mécaniquement élevé compte-tenu de la faible allocation du Ministère			
Composante 2 **Résultat 3 -** **- Etudes relatives aux programmes de formation : assistance technique pour l'élaboration de programmes modulaires** **- les formations intègrent les technologies de l'information, tant au niveau de l'enseignement (support...) que de l'apprentissage** **- les programmes sont professionnalisants : la proportion des cours à caractère "étude de cas" atteint au moins 60%**	- L'entreprise CIDE, contractualisée dans le but de participer à l'élaboration des programmes de formation modulaire a réalisé un travail jugé satisfaisant - Les cours intègrent les technologies de l'information au niveau des supports d'enseignement, de la communication avec les étudiants - formation pratique en % du temps scolaire : première année 20%, deuxième 50%, troisième 80%.	4	1,87	0,07
Composante 2 **Résultat 4 -** **- Elaboration d'un système statistique de données désagrégées par genre** **- Evaluation continue et pondérée des élèves** **- évaluation de la**	- système statistique fonctionnel - Les professeurs sont soumis à un processus d'évaluation de la performance. Pour chaque cours, ils sont tenus de communiquer la présentation de la séance	4	0,40	0,02

performance des professeurs - évaluation de l'ensemble des intervenants (jardiniers, techniciens)	pédagogique, ainsi que leurs commentaires oraux. Afin de travailler sur leur pédagogie, les professeurs ont été filmés et les résultats ont été discutés de façon collégiale. L'évaluation de la performance touche tous les acteurs impliqués dans l'ISET : du jardinier, chargé de remplir une fiche indicative quotidienne sur sa parcelle, au professeur, en passant par l'étudiant.			
Composante 2 Résultat 5 - Assistance technique de 6 mois/P pour la formation de gestionnaires de filières et départements, le perfectionnement des agents administratifs dans le domaine de la gestion, la planification et la programmation budgétaire.	L'assistance technique a été remplacée par des formations : le personnel administratif de l'ISET (33 personnes) a effectué en mars 2009 un voyage de formation d'une semaine au Maroc et en Tunisie dans le but d'approfondir les connaissances managériales et scientifiques. De plus, le personnel responsable de la gestion des laboratoires (14 personnes), de la manipulation et des équipements ont bénéficié d'une formation de 15 jours au Sénégal. Par ailleurs, 113 enseignants de l'enseignement supérieur ont suivi des stages de formation d'un mois financés par la BAD et l'IDA sur : la gestion, la didactique de l'arabe, la biologie, la thermodynamique, le droit privé...	3	9,86	0,30
Composante 3 Résultat 1 - - création du FNARS financé par le FAD (500.000 UC soit 40%), l'IDA (40%) et le gouvernement (20%), - définition d'un manuel de procédures précisant les critères d'éligibilité aux ressources. Les	Création du FNARS financé par le FAD (40%), l'IDA (40%) et le gouvernement (20%) le 16 mai 2005. Un manuel de procédure décrivant les critères d'éligibilité au financement par les ressources du fonds a été élaboré. Parmi les 22 projets de recherche sélectionnés, 5 chercheurs ont abandonné leurs recherches après l'obtention	3	8,51	0,26

financements sont octroyés sur une base compétitive à des équipes de recherche travaillant dans les départements d'enseignement, les Grandes Ecoles, les centres de recherche. Le FNARS est dirigé par une commission nationale pour la recherche et composé de comités techniques scientifiques	de leur premier financement, 17 ont livré leur deuxième rapport intermédiaire et 9 le rapport final. 8 rapports finaux sont encore attendus.			
Composante 3 Résultat 2 - - Réalisation d'une étude pour la création d'une pépinière d'entreprises - Assistance technique pour la mise en place, l'encadrement, l'organisation des services et actions en direction des entreprises assurée par une équipe de deux encadreurs (ingénieurs de conception) pour une durée de 18 mois/personne. - constitution du fonds de roulement	Le cabinet C2W International (Tunisie) a été recruté pour une durée de 3 mois afin d'assurer la mise en place, l'encadrement, et l'organisation de la pépinière (4ème trimestre 2009). Cependant, la pépinière n'a pas été créée, son fonds de roulement ayant été affecté à la construction de la bretelle reliant l'ISET à la future route Bogué-Rosso. En conséquence, l'ISET n'a pas bénéficié de l'assistance technique destinée à la mise en place effective de la pépinière.	2	2,41	0,05
Composante 3 Résultat 3 - Les ateliers, la ferme expérimentale et les laboratoires spécialisés sont équipés et fonctionnels	Les études pour l'aménagement de la ferme ont été réalisées par le bureau Tasmin/ID. La ferme doit permettre la recherche agricole, l'expérimentation, la vulgarisation de nouvelles techniques d'irrigation. Suite à un appel d'offre infructueux lancé en fin de projet, l'aménagement de la ferme expérimentale n'a pas été réalisé.	2	3,18	0,06
Composante 3 Résultat 4 - - Campagne de sensibilisation à la scolarisation supérieure et	- campagne de sensibilisation exécutée par les ONG Femmes Sciences et développement et SSF en coordination en nov. 2009 ; a ciblé les filles scolarisées	3	1,00	0,00

scientifique des filles réalisée en collaboration avec les ministères concernés. Outre les filles, la campagne touche les parents, leaders communautaires, associations et groupements de femmes et de jeunes ; **- Campagne de sensibilisation aux MST/Sida menée compte tenu de la zone à risque du projet.** **- définition d'une stratégie de communication pérenne**	dans les établissements secondaires privés et publics via des "causeries". objectifs : i) sensibilisation des filles à la scolarisation dans les filières scientifiques techniques et professionnelles, ii) faire connaître l'ISET de Rosso. 8900 filles touchées dans 178 établissements secondaires dont 122 à Nouakchott. Spots radio et TV, supports visuels (brochures, autocollants) réalisés en collaboration avec les groupes cibles puis diffusés. - campagne de sensibilisation aux MST Sida en novembre 2009 menée par ONG SSF a touché les populations de Rosso, scolaires et non scolaires via des "causeries". 3000 personnes exposées, production de supports vidéo et papier réalisés en collaboration avec les groupes cibles. 10000 personnes ont été exposées aux messages radio grâce à la radio FM de Rosso.			
Composante 3 **Résultat 5 -** **- Attribution d'une parcelle aux femmes sur l'aire de démonstration du projet.** **- Apport d'un encadrement technique dans leurs domaines d'intervention**	Les fonds destinés aux programmes de vulgarisation n'ont pas été versés. Cependant, l'ISET a, au cours de sa première année de fonctionnement, mené deux programmes en direction des communautés environnantes : la carbonisation du charbon typha, dont 15 unités supplémentaires doivent répliquées, et le développement de technologies alimentaires pour une coopérative féminine de fruitiers.	3	0,67	0,02
Composante 4 **Résultat 1 -** **- Equipement en mobilier**	acquisition de complément de mobilier (1 salon, 2 bibliothèques) et d'équipements (unité	4	0,91	0,04

complémentaire pour le personnel d'appui recruté dans le cadre du projet, - acquisition de matériels informatiques, et d'un véhicule tout terrain	informatique, portable, photocopieur), achat d'un véhicule tout terrain			
Composante 4 Résultat 2 - - recrutement d'un expert international chargé de l'élaboration des programmes pédagogiques et de la définition des spécifications des équipements technico-pédagogiques nécessaires, - recrutement d'un architecte ou un ingénieur génie civil d'autre part, responsable des études architecturales et de la supervision des travaux. - recrutement de 2 conducteurs de travaux recrutés localement assistant l'architecte	- le bureau d'études canadien CIDE a participé à l'élaboration des programmes pédagogiques - le recrutement de l'architecte assistant à la maîtrise d'ouvrage a été réalisé - en revanche, la DPEF n'a pas recruté de conducteur de travaux	3	0,41	0,01
Composante 4 Résultat 3 - Dotation accordée pour : - les indemnités, frais de carburant, de réparation et d'entretien du véhicule de la DPEF et autres frais généraux, - les frais d'audit, - formation du chef de projet et du comptable	- formation du chef de projet et du comptable effectuées en 2008 - audits régulièrement menés. Rapports de 2008 et 2009 revus - rapports semestriels d'activité réalisés à l'exception de ceux de décembre 2009 et mars 2010.	3	5,26	0,16
NOTE GENERALE DES RESULTATS [correspond à la somme des notes pondérées]				3

	Cochez ici pour ignorer la note auto calculée

Donner les raisons pour lesquelles la note autocalculée a été ignorée

Inscrire la nouvelle note ou réinscrire la note autocalculée	3

II. RENDEMENTS OBTENUS

1. En utilisant les données disponibles sur le suivi, évaluer la réalisation des rendements attendus. Importer les rendements attendus du cadre logique présenté dans la Section C. Attribuer une note pour le degré de réalisation des rendements attendus. La note générale des rendements sera automatiquement calculée et correspondra à la moyenne des notes de l'évaluation. Ignorer la note automatiquement calculée, si vous le souhaitez, et justifier.

RENDEMENTS		Note de l'évaluation
Prévisions	**Réalisations**	
Composante 1 Rendement 1 - **- Les infrastructures sont fonctionnelles et de qualité - le cadre de l'ISET est un facteur d'attraction à l'égard des professeurs et des élèves** **- L'entretien des bâtiments est assuré de façon pérenne** **- Augmentation des demandes d'inscription à l'ISET de 20% par an et représente environ 30% des bacheliers**	- Environnement d'apprentissage – L'ISET de Rosso se distingue par le soin accordé à l'environnement d'apprentissage, notamment au niveau des résidences universitaires. La construction d'un dortoir dédié exclusivement aux filles (124 lits) constitue un facteur déterminant pour l'autorisation parentale à la poursuite de leurs études supérieures. - Sur les 126 étudiants inscrits pour la première année académique 2009-2010 (soit 4,9% des bacheliers), 22 étaient des filles. Ce nombre limité est dû : i) au faible effectif global de l'ISET recevant sa première promotion, ii) à la moindre participation des filles aux études scientifiques, iii) à la réticence des parents à envoyer leurs filles loin du domicile familial. Ce constat plaide en faveur de la poursuite des campagnes de sensibilisation. Cependant, les filles se distinguent par un taux de rétention de 100% : les 20 cas d'abandon enregistrés ne touchent que des garçons. - Le taux d'inscription des filles à l'ISET devait s'accroître de 10 à 75 %. Mais cette progression est tout à fait irréaliste à court terme compte-tenu de la faible présence féminine dans l'enseignement supérieure, des réticences à l'envoi des filles loin du domicile familiale, des capacités d'accueil limitées des résidences universitaires. Elle est également injustifiée sur le plan déontologique.	3
Composante 1 Rendement 2 **- les équipements mobiliers assurent un environnement de travail et de vie de qualité**	Le cadre de travail des étudiants est très supérieur aux standards mauritaniens.	4
Composante 1 Rendement 3 - Grâce au fonds documentaire, les équipes pédagogiques et étudiants bénéficient de référenciels actualisés au niveau de la recherche scientifique	L'ISET manque de référentiels nécessaires à l'enseignement et l'apprentissage. La constitution d'une bibliothèque numérique vise à pallier cette insuffisance	2
Composante 1 Rendement 4 **Utilisation des technologies dans le processus d'enseignement et d'apprentissage à des fins de démonstration, d'illustration de cours spéciaux, de conception de supports pédagogiques et aussi en vue d'une**	Les TIC sont omniprésents dans les processus d'enseignement, apprentissage, vulgarisation. Les étudiants sont familiarisés avec les technologies constituant un outil de travail quotidien.	4

vulgarisation de l'outil au-delà des seules structures de formation		
Composante 1 Rendement 5 - Accès à l'ISET facilité	L'ISET a construit une bretelle d'accès. Cependant, la route Bogué-Rosso n'étant pas encore achevée, l'ISET demeure encore très difficile d'accès. Cela dénote un manque de coordination au niveau local.	2
Composante 2 Rendement 1 **- Le système d'enseignement tertiaire est déconcentré, semi autonome au plan financier;** **- Le statut de l'enseignant-chercheur est revu et revalorisé.**	- Malgré les décrets relatifs à l'enseignement supérieur, l'ISET ne dispose pas d'autonomie administrative et financière. - Les enseignants chercheurs de l'ISET ont une allocation doublée par rapport aux salaires normaux du ministère : cette prime vise à motiver les professeurs à s'installer sur Rosso. Malgré cette revalorisation salariale, les professeurs ont un statut précaire : ils sont embauchés sur des contrats d'un an, le Ministère de l'enseignement supérieur n'ayant pas validé les fiches budgétaires.	2
Composante 2 Rendement 2 **- les comités scientifiques et techniques mettent en oeuvre une gestion basée sur la performance** **- le personnel administratif et d'encadrement pédagogique est qualifié et expérimenté - au moins 50% employé à temps plein** **- l'ISET dispose de ressources financières suffisantes à la réalisation de ses programmes**	- En l'absence des nominations des structures institutionnelles, la qualité de la gestion financière et scientifique est entièrement suspendue à la motivation des équipes administratives et pédagogiques. Cet état de fait fragilise l'institution. Le manque de ressources financières ne permet pas de réaliser pleinement la mission de l'ISET, à savoir la formation, la recherche et la vulgarisation dans les secteurs agropastoraux et alimentaires. Ces lacunes pèsent sur la viabilité institutionnelle de l'ISET. - Le personnel administratif est formé, employé à temps complet - le budget de fonctionnement de l'ISET de 350 millions de MRO (contre 600 millions de MRO prévus) ne permet pas de mener selon ses exigences d'excellence les programmes d'expérimentation. Le doublement des effectifs à la rentrée entraînera des charges (nourriture, entretien divers, bourses...) supplémentaires pesant sur la viabilité financière de l'ISET.	1
Composante 2 Rendement 3 **- Les programmes de formation de l'ISET se distinguent par leur qualité : les modules sont expérimentés, évalués et réactualisés selon un processus itératif** **- les programmes insufflent une culture entreprenariale, l'esprit d'initiative et de créativité** **- 70% des étudiants sont inscrites en filières courtes ; - le taux de rétention atteint au moins 70% par filière** **- les programmes sont professionnalisants :** **- 80% des formés ont un emploi**	L'efficience des programmes ne peut être évaluée compte-tenu de l'ouverture récente (janvier 2010) de l'ISET. Les étudiants sélectionnés viennent d'achever leur première année. La première promotion diplômée d'une licence professionnelle sortira en 2012. La première promotion diplômée d'un master est prévue pour 2014. La BAD pourrait à cette occasion mener une post-évaluation.	3

correspondant à leur spécialité **- 50% des opérateurs économiques et des structures de développement rural satisfaits de la performance des formés**		
Composante 2 Rendement 4 - **- la production de statistiques désagrégées par genre autorise un suivi précis des effectifs** **- la publication des statistiques est régulière** **- la reconnaissance des performances académiques motive les élèves** **- la gestion selon les critères de performance des professeurs et autres personnels promeut la qualité des services, l'excellence de l'enseignement**	- L'ISET mène des statistiques précises (abandon...) - Malgré des débuts difficiles liés aux maladies parasitaires (paludisme), les étudiants ont réalisé une première année satisfaisante - L'évaluation de la performance des professeurs en continue permet d'améliorer leurs pratiques pédagogiques. La qualité de l'enseignement est excellente	3
Composante 2 Rendement 5 - La gestion de l'ISET basée sur les résultats promeut l'efficacité des services administratifs	La gestion des ressources est performante. Certaines dépenses d'investissement ont été financées sur des dépenses de fonctionnement (matériel agricole notamment).	3
Composante 3 rendement 1 - **- la recherche appliquée aux problématiques mauritaniennes est relancée** **- accroissement du volume des publications scientifiques tout en leur garantissant qualité et utilité.** **- au moins 30% des programmes et projets de recherche sont focalisés sur des préoccupations de développement à dominante féminine.**	- Le FNARS a permis de relancer la recherche dans des thématiques appliquées aux problématiques mauritaniennes. Le nombre élevé de 70 projets soumissionnés, rapporté à un volume approximatif de 400 enseignants chercheurs, révèle la potentialité de la recherche mauritanienne. - Le pourcentage (30%) dédié à des recherches à préoccupation de développement à dominante féminine n'a pas été atteint. - La direction de la recherche scientifique n'a pas fait de proposition concernant la pérennisation et la réorientation de ce fonds en attendant la publication de la "politique sectorielle de la recherche scientifique". - l'efficience est faible compte-tenu de la faible valorisation des résultats, l'absence des synergies entre les programmes, la faible implication des chercheurs expérimentés dans la formation des jeunes chercheurs, le manque d'engagement des structures spécialisées dans l'accompagnement scientifique des projets et leur gestion financière, l'absence de formalisation des collaborations internationales, le manque de mutualisation des moyens techniques.	2
Composante 3 rendement 2 **- La mise en place de «pépinières d'entreprises» doit catalyser les innovations technologiques et la création d'entreprises, en confrontant les besoins des opérateurs économiques et des petits producteurs avec les idées et créativité des enseignants, chercheurs et autres concepteurs**	Activité non réalisée	1

- au moins 10 projets ou expériences pilotes (action-recherche-enseignement) dans le cadre des pépinières d'entreprises sont conduits		
Composante 3 Rendement 3 - **La ferme agricole d'expérimentation permet la professionnalisation des étudiants, les associe à une démarche de recherche et suscite l'esprit d'innovation.**	L'activité non réalisée nuit à la mission et aux objectifs de l'ISET, à savoir la formation et la recherche.	1
Composante 3 Rendement 4 - **- Le MEN mène une stratégie de communication pérenne** **- Connaissance des MST/Sida en hausse.** **- Définition d'une stratégie de communication à moyen terme permettant la pérennisation des campagnes**	- Les campagnes de sensibilisation à la scolarisation supérieure des filles dans les filières techniques et scientifiques ne permet avoir un impact mesurable à court terme. La campagne doit être réalisée selon un processus itératif afin d'avoir un impact réel. En conséquence, le Ministère de l'enseignement supérieur doit définir une stratégie de communication pérenne. - Le taux de connaissance des MST/Sida est nettement en hausse : 100% des étudiants de l'ISET ont été sensibilisés et dépistés. L'impact de la campagne sur les habitants de Rosso est liée à la permanence de l'équipe de médecins sans frontières sur la zone. Cependant, le Ministère de la santé doit établir un partenariat avec cette ONG afin d'assurer la durabilité de cette action.	2
Composante 3 Rendement 5 - **- Nombre de « Outreach Programs » en faveur des communautés rurales environnantes en croissance annuelle de 5%.** **- Diversification de la production, augmentation de la productivité et de la compétitivité des produits par l'amélioration des techniques culturales.** **- Meilleure maîtrise des circuits de commercialisation** **- Les femmes acquièrent une indépendance économique et développent une culture entrepreneuriale**	- L'évaluation quantitative du programme de vulgarisation à destination des communautés environnantes n'est pas possible compte-tenu de la récente ouverture de l'ISET (janvier 2010). - Cependant, bien que les fonds destinés aux programmes de vulgarisation n'aient pas été versés, l'ISET se distingue par son dynamisme et sa créativité. Outre les deux activités réalisées, l'ISET prévoit le développement de programmes dans les domaines de l'aviculture et de l'aquaculture. Ces programmes sont efficients en matière d'appropriation : ils reposent sur la participation financière des bénéficiaires (frais de formation, d'emballage…), qui viennent dans une démarche d'autonomisation et d'entreprenariat. - Les femmes sont les principales bénéficiaires et révèlent une forte motivation et une volonté d'apprentissage.	3
Composante 4 Rendement 1 - **Les capacités de la DPEF sont renforcées; l'achat d'un véhicule tout terrain permet la réalisation de missions de supervision et de contrôle technique des activités**	Le suivi des travaux par la DPEF a été essentiel à l'achèvement du chantier. En effet, l'entreprise, dépassée par l'ampleur des travaux et les exigences en terme de finition, a failli abandonner le chantier. Cependant, la DPEF aurait du renforcer sa présence par l'embauche de 2 conducteurs de travaux prévus à l'évaluation.	4

Composante 4 Rendement 2 - Les travaux et les programmes pédagogiques sont de qualité	L'entreprise CIDE, contractualisée dans le but de participer à l'élaboration des programmes a réalisé un travail jugé satisfaisant. Une liste de compétences que les étudiants doivent maîtriser en fin de semestre est établie pour chaque module (student learning outcome). Les cours sont construits selon l'approche par compétence. Des activités de recherche sont proposées afin d'encourager l'autonomie, l'entreprenariat, et de plonger l'étudiant dans une démarche intellectuelle universitaire. Les programmes de formation de l'ISET se distinguent par leur qualité et leur professionnalisation.	3
Composante 4 Rendement 3 - La DPEF effectue un travail de qualité et de terrain, les rapports d'audit sont livrés annuellement et sont conformes aux directives de la BAD, les rapports d'activité sont livrés trimestriellement	Les rapports trimestriels d'avancement sont conformes aux directives de la banque. Les rapports d'activité manquants de décembre 2009 et mars 2010 posent néanmoins problème. Les rapports d'audit de 2008 et 2009 doivent faire l'objet de rectifications. Les formations du chef de projet et du comptable ont eu lieu tardivement (2008) et n'ont pu être mises à profit pendant le cycle du projet.	3
	NOTE GENERALE DES RENDEMENTS [Correspond à la moyenne des notes de l'évaluation]	3

☐ **Cocher ici pour ignorer la note calculée**

Donner les raisons pour lesquelles la note autocalculée a été ignorée	
Inscrire la nouvelle note ou réinscrire la note autocalculée	3

2. <u>Autres rendements:</u> Commenter les rendements additionnels non prévus dans le cadre logique, et qui portent notamment sur les questions transversales (genre, par exemple).

- **Genre :** Le projet intègre la question genre qui figure parmi les priorités de développement dans les stratégies gouvernementales. Le Ministère en charge de la Promotion Féminine de l'Enfance et de la Famille (MCPFEF), a en effet élaboré une Stratégie nationale d'institutionnalisation du genre (SNIG) destinée à promouvoir le genre dans l'ensemble des politiques publiques.
- **Rendements additionnels** :

i) La structure de l'ISET de Rosso offre des possibilités d'étude aux agents, techniciens par le biais des sessions de formation continue.
ii) L'infrastructure de la résidence universitaire repose sur le principe de colocation. La proximité induite est vectrice de cohésion sociale : elle incite les pensionnaires, de milieux sociaux et culturels variés à se cotoyer, alors que la Mauritanie demeure un pays marqué par la fracture raciale et ethnique.
iii) Les opportunités de rémunération offertes aux étudiants par l'octroi de bourses de mérite ou d'emploi améliorent leur niveau de vie.
iv) La création d'un pôle d'excellence dans l'enseignement supérieur peut avoir un effet d'entraînement sur le secteur éducatif secondaire. Néanmoins, cet effet d'entraînement ne peut advenir que par des mesures volontaristes au niveau du collège et du lycée. Selon les statistiques de la Banque mondiale, le taux brut de scolarisation au premier cycle secondaire est de 26,3% en 2004 (24% en 2000). Le taux brut de scolarisation au second cycle secondaire est de 19,3% en 2004 (14,4% en 2000). En terme de genre, les filles n'ont représenté en 2008 que 27,4 % diplômées du baccalauréat.
iv) Les innovations technologiques de l'ISET de Rosso ont un impact positif en terme d'environnement. La réalisation de charbon à partir de l'algue typha permet de trouver un combustible de substitution et de lutter contre l'envahissement des marigots par l'algue. Plus généralement, l'ISET distille une conscience écologique (recyclage, compostage, utilisation de biomasse).
v) L'ISET contribue à la l'amélioration de la santé des populations locales : outre les campagnes MST/Sida, l'ISET mène une lutte intégrée contre le paludisme et les parasites.
vi) Les travaux de l'ISET ont eu un impact économique bénéfique sur la région où les activités traditionnelles sont le commerce et l'agriculture. L'entretien des infrastructures permettra à long terme de diversifier l'emploi local.

3. <u>Menaces qui pèsent sur la viabilité des rendements obtenus</u>. Souligner les facteurs qui affectent, ou pourraient affecter les rendements du projet à long terme ou leur viabilité. Mentionner toute nouvelle activité ou changement institutionnel éventuellement recommandé pour assurer la viabilité des rendements. L'analyse devra s'inspirer de l'analyse de sensibilité de l'annexe 3, si pertinent.

Composante 1 - Infrastructures La pérennité des infrastructures de l'ISET passe par le traitement de toutes les malfaçons, notamment les menuiseries, les peintures, et les VRD par l'entreprise avant la réception définitive des travaux. L'accroissement progressif des effectifs nécessite la construction de dortoirs supplémentaires. La qualité de l'enseignement et de l'apprentissage nécessite la livraison au plus vite des référentiels pédagogiques.

Composante 2 - Fonctionnement de l'ISET (cf. Annexe 6) - Le Ministère de l'enseignement supérieur a initié une réforme du cadre réglementaire, mais n'a pas achevé sa mise en vigueur. Concernant l'ISET, il doit particulièrement i) valider le plan stratégique de l'ISET afin d'assurer sa pérennité, ii) nommer les organes exécutifs et délibératifs afin de permettre une gestion administrative et académique basée sur la performance (le fonctionnement actuel reste soumis à la présence du directeur motivé et motivant pour ses équipes), iii) allouer le budget de fonctionnement prévu (600 millions de MRO) afin de couvrir les dépenses de fonctionnement de l'école (entretien des infrastructures, restauration, prestations médicales, octroi de bourses), iv) valider les fiches budgétaires correspondant aux postes des professeurs (jusqu'à présent, l'ISET emploie les professeurs sur une base contractuelle dont la précarité ne permet pas d'attirer l'excellence académique), v) accorder l'autonomie pédagogique, administrative et financière et conclure un contrat programme avec l'Etat axé sur la gestion basée sur les résultats. L'autonomie est le rempart nécessaire contre la manipulation politique de l'institut. Concernant le budget de l'ISET, la Mauritanie pourrait l'augmenter dès la fin des tensions au niveau des finances publiques grâce à un accord avec le FMI prévu pour décembre 2009. De son côté, l'ISET doit approfondir sa collaboration avec les acteurs économiques dans la définition des programmes pédagogiques afin d'adapter constamment ses formations au marché de l'emploi. L'ISET devrait ouvrir ses portes aux pays de la sous-région afin d'accroître ses revenus provenant des frais de scolarité et son impact pédagogique.

Composante 3 - FNARS - Le FNARS a permis de relancer la recherche mauritanienne, mais il n'a pas été conçu de manière durable. Le Ministère doit remédier à ce biais conceptuel par la définition d'une stratégie de pérennisation. Néanmoins, le fonds doit veiller à améliorer : i) le regroupement de chercheurs autour de thématiques de recherche mieux ancrées dans la politique nationale de recherche ii) le renforcement du processus d'évaluation : un format de rapport devra être prédéfini afin de faciliter le suivi et l'évaluation des activités des équipes de recherche. iii) le renforcement des moyens financiers et humains iv) l'approfondissement des volets formation (les chercheurs expérimentés doivent s'engager dans la formation des jeunes chercheurs), et valorisation scientifique des résultats, v) l'intensification de collaborations internationale, vi) création de structures spécialisées dans l'accompagnement scientifique des projets et leur gestion financière.
Campagnes de sensibilisation - Les campagnes de sensibilisation à la scolarisation supérieure scientifique des filles et aux MST/sida ne sont efficientes que par leur itérativité. Les Ministères de l'enseignement supérieur et de la santé doivent définir des stratégies de pérennisation. Plus particulièrement, le rapport d'exécution de la campagne de sensibilisation à la scolarisation des femmes souligne la nécessité de poursuivre ces causeries avec les filles (généralisation à toutes les filles au niveau des établissements secondaires) mais aussi les familles et autres acteurs. Ces campagnes de sensibilisation nécessitent le développement accéléré de l'enseignement technique et professionnel, en dehors de Rosso.

E. CONCEPTION ET ETAT DE PREPARATION A LA MISE EN ŒUVRE DU PROJET

1. Indiquer dans quelle mesure la Banque et l'emprunteur se sont assurés que le projet tienne compte de la capacité de l'emprunteur à le mettre en œuvre, en assurant sa bonne conception et en mettant en place le dispositif requis pour l'exécution. Analyser tous les aspects liés à la conception du projet. Les questions liées à la conception sont les suivantes: dans quelle mesure la conception du projet a-t-elle tenu compte des leçons tirées de précédents RAP dans le secteur ou dans le pays (citer quelques RAP clés); le projet repose-t-il sur de sérieuses études analytiques (citer quelques documents clés); dans quelle mesure la Banque et l'emprunteur ont-ils convenablement évalué la capacité des organes d'exécution et de la cellule d'exécution du projet; degré de consultations et de partenariats, justification économique du projet et les dispositions prises en matière d'assistance technique.

[250 mots au plus. Tout autre propos concernant la mise en œuvre devra être présenté à l'annexe 6 intitulé : Description du projet]

Conception - Le calendrier proposé à l'évaluation était irréaliste : la durée d'exécution initiale de 5 ans était sous évaluée. Le projet devait prendre en compte le délai nécessaire à la réalisation des études techniques de faisabilité et les retards systématiques inhérents aux chantiers. Le projet comporte un nombre excessif de composantes entraînant une forte déperdition au niveau de la réalisation. Les autorités et la DPEF se sont focalisés sur le volet infrastructures de l'ISET alors que l'appui au PNDSE comporte un volet réglementaire dont la réalisation effective n'est pas actée, et un volet pédagogique / développement des entreprises / vulgarisation encore incomplet. Le dynamisme actuel de l'ISET repose sur la personnalité de son directeur, chercheur en biotechnologie et ayant mené sa carrière aux Etats Unis et non sur des fondements structurels.
Leçons tirées de précédents RAP dans le secteur ou dans le pays - Afin de dépasser la lenteur des passations de marchés et des retards récurrents dans les projets antérieurs, la Mauritanie a adopté le dossier type d'appel d'offres de la Banque. De plus, le projet prévoit une assistance technique ponctuelle pour renforcer les capacités de la cellule l'exécution du projet (DPEF).
Fondements analytiques du projet - Le projet s'inscrit dans le PNDSE élaboré par les autorités mauritaniennes et le cadre stratégique de lutte contre la pauvreté. Il est fondé sur l'expérience de la BAD dans le secteur éducatif ainsi que sur une série d'études sur le monde rural (problématiques de la formation et de l'emploi et de la production), la restructuration de l'enseignement supérieur (BIEF, 1999),le Cadre Stratégique de Lutte contre la Pauvreté, le PNDSE, et le "Poverty Reduction Strategy Paper" (Banque mondiale et Fonds monétaire international, 2001). La conception a été fondée sur l'approche participative.
Evaluation de la capacité des organes d'exécution et de la cellule d'exécution du projet - La gestion du projet est assurée par la Direction des projets éducation et formation (DPEF) sous la supervision du comité de pilotage créé à cet effet. La DPEF dispose d'une expérience reconnue, acquise depuis une vingtaine d'années dans la gestion des projets du secteur éducatif des différents bailleurs de fonds. Bien que la cellule

d'exécution comporte un personnel qualifié (un administrateur financier, un spécialiste de la passation de marchés), la BAD a renforcé ses capacités par l'octroi de consultants, dont un architecte assistant à la maîtrise d'ouvrage. En revanche, les dispositions institutionnelles prévues par la partie mauritanienne pour la gestion et la coordination du PNDSE sont pléthoriques et inefficientes.

Degré de consultations et de partenariats - Le projet a été identifié par le MEN sur la base des besoins exprimés par les opérateurs économiques du secteur agroalimentaire, et par les associations et coopératives de développement rural. La définition des axes du projet et du programme pédagogique ont fait l'objet d'une démarche participative impliquant : les organismes de financement, les opérateurs économiques nationaux dont la Fédération des opérateurs économiques du domaine agricole et pastoral, les instituts d'enseignement technologique, les autorités politiques et administratives au niveau central et régional, les mouvements associatifs féminins, les partenaires économiques et financiers présents à Nouakchott. La mission a également eu des séances de travail avec la communauté des enseignants et chercheurs nationaux, les différents groupes de travail impliqués dans la préparation de la stratégie nationale de réduction de la pauvreté et de celle du programme décennal de l'éducation. Cependant, il ressort que les entreprises doivent être davantage impliquées dans la conception, le suivi et l'évaluation des programme de formation et de recherche par un processus continu. L'évaluation n'identifie pas de partenaires privés potentiels.

Justification économique du projet et les dispositions prises en matière d'assistance technique - Le projet vise le développement de la compétitivité du pays à travers la formation de ressources humaines qualifiées. Les formations supérieures dispensées à l'ISET doivent former une main d'oeuvre dotée des compétences à même d'accroître la productivité dans un secteur représentant 19% du PIB. Plus spécifiquement, le projet a pour objectif de diversifier la production, de développer de nouvelles techniques et d'améliorer la maîtrise des circuits de commercialisation dans les domaines de l'agro-pastoral, de la foresterie et des technologies alimentaires. Les effets d'entraînement positifs sur le développement économique contribuent à la lutte contre la pauvreté, telle qu'identifiée dans le CSLP.

2. Pour chaque dimension de la conception et de l'état de préparation à la mise en œuvre du projet, présenter une brève évaluation (deux phrases au plus). Attribuer une note d'évaluation en utilisant l'échelle de notation figurant à l'appendice 1.

ASPECTS LIES A LA CONCEPTION ET A L'ETAT DE PREPARATION DE LA MISE EN ŒUVRE DU PROJET		EVALUATION	Note de l'évaluation
REALISME	a) Du fait de sa complexité, le projet est sous-tendu par une analyse de la capacité du pays et de son engagement politique.	Le projet s'inscrit dans un programme national décennal (PNDSE), qui atteste l'engagement des autorités dans le secteur éducatif. Cependant, la capacité du pays à assurer la durabilité du projet est sous-estimée.	3
EVALUATION DU RISQUE ET ATTENUATION	b) La conception du projet tient suffisamment compte des risques.	Le document d'évaluation ne mentionne pas les risques d'instabilité politique qui ont frappé la Mauritanie au cours de la dernière décennie. Or, cette instabilité a rallongé les délais de signature et a entraîné des restructurations institutionnelles dommageables.	2
UTILISATION DES SYSTEMES DU PAYS	c) Les systèmes de passation des marchés, de gestion financière, de suivi et/ou autres sont fondés sur des systèmes qu'utilisent déjà le gouvernement et/ou d'autres partenaires	oui	4

Pour les dimensions ci-après, attribuer des notes d'évaluation distinctes pour la performance de la Banque et la performance de l'emprunteur :			Note de l'évaluation	
			Banque	Emprunteur
CLARTE	d) Les responsabilités en ce qui concerne la mise en œuvre du projet sont clairement définies.	oui, malgré la discontinuité des task managers	3	3
PREPARATION A LA PASSATION DES MARCHES	e) Les documents requis pour l'exécution (documents sur les spécifications, la conception, la passation des marchés, etc.) sont prêts au moment de l'évaluation.	oui	3	4
PREPARATION AU SUIVI	f) Les indicateurs et le plan de suivi sont adoptés.	les indicateurs sont peu réalistes, le plan de suivi est adopté	3	3
DONNEES DE REFERENCE	h) La collecte des données de référence est achevée ou en cours.	achevée	4	3

F. MISE EN ŒUVRE

1. Donner les principales caractéristiques de l'exécution du projet quant aux aspects suivants: respect des calendriers, qualité des constructions et autres travaux, performance des consultants, efficacité de la supervision par la Banque et efficacité de la surveillance par l'emprunteur. Déterminer dans quelle mesure la Banque et l'emprunteur ont veillé au respect des mesures de sauvegarde.

[<u>300 mots au plus</u>. [Tout autre propos concernant la mise en œuvre devra être présenté à l'annexe 6 intitulé : Description du projet]

Respect des calendriers - Le retard accusé par le projet à son démarrage (le prêt a été mis en vigueur le 20 octobre 2002, soit 10 mois après la date de signature) est attribuable à la volonté des autorités d'attendre la validation du PNDSE comme cadre global d'intervention de l'ensemble des partenaires techniques et financiers. Le retard est également dû à la longueur des études techniques préalables ayant trait aux constructions, équipements et à l'élaboration des programmes de formation et de recherche. De plus, le devis estimatif des travaux de construction produit par le bureau d'études architecturales STUDI (UM 2,910 milliards, soit 7 461 538 ,46 UC) représentait 3,3 fois le budget alloué et environ 90% du montant total du prêt FAD (8 293 000 UC). En conséquence, la BAD a recommandé que le Gouvernement revoit le programme architectural de cet institut de sorte à rester globalement dans le budget alloué par le projet. Finalement, le gouvernement a relevé sa participation financière au projet à 5, 9 M UC. Enfin, le groupement mauritano tunisien EGB TP/SBF sélectionné a également accusé un retard découlant en grande partie de son organisation interne, de la non exhaustivité et la non-conformité des documents soumis par EGB TP/SBF aux spécifications des DAO, du problème de crédit d'impôt, de l'absence d'un plan d'opérationnalisation. Ainsi, la construction / réhabilitation de l'ISET, prévue entre mars 2003 et mai 2004 n'a commencé que le 1er janvier 2007. Enfin, l'instabilité institutionnelle induite par les coups d'Etat (*Cf. Annexe 6*) a rallongé les délais de signature. Les changements ministériels récurrents ont compliqué la mise en oeuvre et le suivi des activités Les autres activités comme le FNARS et les campagnes de sensibilisation ont également été décalées.

Efficacité de la supervision de la BAD - la BAD n'a pas respecté le calendrier de suivi-évaluation tel que précisé dans le rapport d'évaluation. La revue à mi-parcours n'a pas été menée, les rapports de supervision sont insuffisants tant en terme de fréquence que de contenu. La BAD n'a pas participé aux réunions semestrielles de coordination organisée par la DPEF avec les PTF impliqués dans le secteur.

Efficacité de la surveillance par l'emprunteur - La surveillance de l'emprunteur est liée à la motivation du gouvernement pour ce projet, et plus particulièrement pour l'ISET de Rosso. La contrepartie

gouvernementale allouée, fixée à l'évaluation à 1,407 M UC, (soit 14,51% du montant global) a été élevée à 5,90 M UC (soit 41,6% du montant global). La DPEF, maître d'ouvrage délégué, a établi un dispositif de suivi hebdomadaire par une équipe composée d'un coordinateur technique et d'un assistant architecte pendant les différentes phases du projet. L'ISET, bénéficiaire des infrastructures a également effectué le suivi des travaux en appui du bureau de contrôle des travaux.

Qualité des constructions et autres travaux - Les travaux de réhabilitation / construction réalisés par le groupement mauritano-tunisien EGB/TP/SBF souffrent de mauvaises finitions liées à : i) la mauvaise qualité des matériaux utilisés, ii) la sous-estimation des difficultés géotechniques, iii) le manque de qualification des ouvriers, iv) la sous-traitance non officielle des volets électricité, fluides et VRD. L'entreprise n'a pas pris la mesure de l'ampleur du chantier et du niveau d'exigence attendu.

Performance des consultants - La conception des programmes, la définition des profils enseignants et des équipements technologiques de l'ISET a été réalisé par le bureau canadien CIDE. Après avoir exigé un travail pointu adapté au cas mauritanien, l'ISET est satisfait de leur collaboration. L'étude sur la pépinière d'entreprises réalisée par le bureau tunisien C2W International a donné satisfaction. Le plan d'aménagement de la ferme agricole par le bureau TASMIN est validé. Le consultant architecte assistant à la maîtrise d'ouvrage M. Cheikh Ahmedou a fourni un travail de qualité.

2. Commenter le <u>rôle des autres partenaires</u> (bailleurs de fonds, ONG, entreprises, etc.). Evaluer l'efficacité des modalités de cofinancement et de la coordination des bailleurs de fonds, le cas échéant.

Dans le cadre du Programme National de Développement du Secteur Educatif (PNDSE) élaboré par les autorités mauritaniennes, la Banque intervient en coordination avec les autres bailleurs de fonds (IDA, UNIECF, BID, Coopération française, OPEP, FADES). Ainsi, l'identification du projet d'appui au PNDSE a été mené dans le cadre de la mission de concertation en février 2001 à laquelle elle avait été associée la Banque mondiale. En terme de cofinancement, la BAD et l'IDA ont contribué à hauteur de 40% respectivement à la création du fonds national d'appui à la recherche scientifique (FNARS) (composante 3 activité 2), les 20% restants étant financés par le gouvernement.

3. <u>Harmonisation</u>. Indiquer si la Banque s'est explicitement employée à harmoniser les instruments, systèmes et/ou approches avec les autres partenaires.

La DPEF a initié un processus d'harmonisation du suivi-évaluation : la cellule d'exécution organise des réunions de revue semestrielle multibailleurs, afin d'examiner les activités réalisées et programmées. Ce mécanisme, cité comme bon exemple de la coordination de l'aide, crée une responsabilité mutuelle entre la DPEF récipiendaire et les bailleurs de fonds. Cependant, les partenaires techniques et financiers déplorent l'absence systématique de la BAD qui serait due à un problème de communication entre la DPEF et la Banque. La mission dédiée au RAP a permis de remédier à ces problèmes de sorte à ce que la BAD reçoive les informations nécessaires.

4. Pour chaque aspect de la mise en œuvre du projet, indiquer dans quelle mesure le projet a atteint les objectifs ci-après. Présenter une évaluation succincte (deux phrases au plus) et attribuer une note d'évaluation, en utilisant l'échelle de notation figurant à l'appendice 1.

<table>
<tr><th colspan="2">ASPECTS LIES A LA MISE EN ŒUVRE DU PROJET</th><th colspan="2">EVALUATION</th><th>Note de l'évaluation</th></tr>
<tr><td rowspan="2">RESPECT DU CALENDRIER</td><td rowspan="2">a) degré de respect de la date prévue de clôture. Si l'écart à droite est:
inferieur à 12, notation 4
entre 12.1 et 24, notation 3
entre 24.1 et 36, notation 2
Supérieur à 36.1, notation1</td><td>Ecart en mois entre la date prévue de clôture et la date effective de clôture ou la date de réalisation de 98% de décaissement</td><td></td><td rowspan="2">2</td></tr>
<tr><td>27 mois (>2ans)</td><td></td></tr>
<tr><td rowspan="2">PERFORMANCE DE LA BANQUE</td><td colspan="4">b) Conformité de la Banque aux :</td></tr>
<tr><td>Mesures de protection environnementale</td><td colspan="2">Le projet est répertorié en catégorie II compte tenu de compte tenu du fait que les impacts pressentis sont de faibles amplitudes et seront</td><td>4</td></tr>
</table>

		aisément maîtrisés par la direction du projet. Le projet vise à améliorer le cadre environnemental de l'établissement par un meilleur aménagement de l'espace vert, social et pédagogique. A terme, le projet, de par les formations dispensées, les actions pilotes et la généralisation de savoir-faire technique, contribuera à un meilleur équilibre environnemental face à la détérioration des espaces pastoraux, l'engorgement des terroirs, la dégradation du couvert végétal, la salinité des terres, la prédominance des maladies hydriques qui constituent des anomalies aujourd'hui aggravées par la migration et fixation des populations jadis nomades dans des régions (Sud et du Sud-Est).	
	Dispositions fiduciaires	Le document d'évaluation spécifie les dispositions fiduciaires : les mécanismes de gestion, les décaissements, les audits annuels et rapports d'activité trimestriels.	4
	Accords conclus dans le cadre du projet	L'accord de prêt FAD accompagne l'évaluation.	4
	c) La supervision de la Banque a été satisfaisante en termes de dosage des compétences et de praticabilité des solutions.	Oui, la supervision de la banque a été satisfaisante, excepté l'accord de prorogations de 3 mois qui ne permettent pas la passation d'un appel d'offre et sa livraison. Les prorogations devraient être de 6 mois minimum, voire de 1 an.	3
	d) La surveillance de la gestion du projet par la Banque a été satisfaisant.	Eu égard à l'absence de mission de revue à mi-parcours et au manque de missions de supervision (2 missions annuelles recommandées), la surveillance de la banque a été moyennement satisfaisante	2
PERFORMANCE DE L'EMPRUNTEUR	e) L'emprunteur s'est conformé aux:		
	Mesures de protection environnementale	Oui	4
	Dispositions fiduciaires	L'emprunteur s'est conformé aux dispositions fiduciaires. Les rapports de 2008 et 2009 ont nécessité une correction suite des problèmes de compréhension entre la DPEF et le bureau d'audit.	3
	Accords conclus dans le cadre du projet	Oui. La contrepartie gouvernementale a été élevée de 1,407 M UC à 5,9 M UC, le gouvernement ayant souhaité étendre le projet de construction / réhabilitation de l'ISET	4
	f) L'emprunteur a été attentif aux conclusions et recommandations formulées de la Banque dans le cadre de sa supervision du projet	Oui, dans l'ensemble	3
	g) L'emprunteur a collecté et utilisé, pour les prises de décisions, les	Les recommandations de la Banque ont été pour la plupart mises en œuvre.	3

	informations tirées du processus de suivi.		

G. ACHEVEMENT

1. Le PAR a-t-il été fourni à temps, conformément à la Politique de la Banque?			
Date de réalisation de 98% de décaissement (ou date de clôture, si applicable)	**Date PAR été envoyé à pcr@afdb.org**	**Ecart en mois**	**NOTE DE L'EVALUATION** (généré automatiquement) **Si l'écart est égale ou inferieur a 6 mois, la note est de 4. Si l'écart est supérieur à 6 mois, la note est de 1.**

Décrire brièvement le processus RAP. Décrire la manière dont l'emprunteur et les cobailleurs ont participé à l'établissement du document. Souligner toute incohérence dans les évaluations présentées dans le présent RAP. Donner la composition de l'équipe et confirmer si une visite approfondie a été effectuée. Mentionner toute collaboration substantielle avec d'autres partenaires au développement. Indiquer dans quelle mesure le bureau de la Banque dans le pays s'est impliqué dans l'établissement du présent rapport. Indiquer si les commentaires de la revue des pairs ont été fournis a temps (indiquer les noms et les titres des pairs de revue).

[150 mots au plus]

La mission de préparation du rapport d'achèvement du présent projet (PNDSE) a été menée par M. Nadab Hathoura MASSISSOU, Mme Odile MORNET-CARIOU, Consultante en éducation, Expert en éducation, et Mme Leïla JAAFOR KILANI, Spécialiste en développement social au Bureau du Maroc (MAFO). La mission s'est déroulée du 28 juillet au 6 août 2010. La DPEF a organisé le programme d'entretiens ainsi qu'une mission sur le site de l'ISET de Rosso. La cellule de gestion de projet n'a pas été en mesure de livrer les deux derniers rapports d'activité et le rapport d'achèvement. Sur le plan financier, il existe une disparité marquée entre les données livrées par la DPEF et les ledgers de la BAD. Enfin, la mission s'étant déroulée pendant les vacances scolaires, les bénéficiaires (professeurs, étudiants) n'ont pu être interrogés.

H. LECONS TIREES DE L'EVALUATION

Résumer les principales leçons que la Banque et l'emprunteur peuvent éventuellement tirer des rendements du projet.
[300 mots au plus. Tout autre propos concernant la mise en œuvre devra être présenté à l'annexe 6 intitulé : Description du projet]

Le présent rapport d'achèvement reprend les conclusions de la revue de portefeuille 2009, à savoir la nécessité de :

i) réaliser préalablement les études de faisabilité avant le lancement du projet afin d'éviter le démarrage tardif des projets : les études architecturales et techniques réalisées pour la construction de l'ISET ont retardé le projet ;

ii) améliorer la qualité des rapports d'évaluation en décrivant avec plus de précision les différentes composantes du projet. Le cadre logique doit préciser systématiquement les rendements et les justifier, les indicateurs à mesurer ainsi que l'échéance ;

iii) définir les mécanismes permettant de garantir la pérennité des acquis des composantes. Dans le cas du projet d'appui au PNDSE, les menaces pesant sur la pérennité frappent de nombreuses composantes. L'octroi de l'autonomie administrative et pédagogique (validation de la stratégie de l'ISET, validation des fiches budgétaires correspondant aux postes de professeurs, allocation du budget annuel de 600 millions de MRO) comme spécifié dans le document d'évaluation est impérative. Le Ministère de l'enseignement doit également définir une stratégie d'entretien des bâtiments qui pourrait être partie intégrante du contrat programme avec l'ISET. Les activités de sensibilisation à la scolarisation supérieure scientifique féminine et aux MST/Sida doivent être renouvelées et étendues à l'ensemble du territoire afin d'avoir un impact réel. Cette leçon avait déjà été identifiée lors du RAP du Projet d'appui au secteur de l'éducation (PASDE) où les campagnes de sensibilisation à la scolarisation des filles devaient être répétées. De même, le Fonds National

d'Appui à la Recherche Scientifique (FNARS) doit faire l'objet d'une stratégie de pérennisation afin de relancer la recherche appliquée aux problématiques mauritaniennes.

De plus, le rapport d'évaluation devrait :

iv) identifier les partenaires locaux dès la conception du projet. Concernant l'implication des opérateurs économiques, le projet d'évaluation ne précise pas les démarches de collaboration entre l'ISET et les entreprises. Le document n'identifie pas d'entreprises susceptibles de coopérer à l'élaboration des formations (composante 1 activité 4). Au niveau de la participation des communautés environnantes (composante 3 activité 5), les modalités de sélection / communication avec les associations ne sont pas spécifiées.

v) présenter un nombre d'activités en adéquation avec les capacités de l'emprunteur : le nombre pléthorique d'actions entraîne une déperdition qualitative (la ferme agricole, la pépinière ne sont pas réalisés, le FNARS n'est pas reconduit, les campagnes ne sont pas pérennisées, l'entretien des infrastructures n'est pas assuré à terme). L'emprunteur s'est focalisé sur les aspects infrastructures au détriment de la mise en vigueur effective des réformes et des innovations institutionnelles (comme la pépinière).

La mise en oeuvre du projet devrait être fondée sur :

vi) l'examen détaillé des coûts proposés dans les cahiers de charges des entreprises soumissionnaires afin d'analyser l'ensemble des intrants (qualité des expertises techniques et des matériaux, qualification de la main d'œuvre,...) qui déterminent la qualité du bâti final;

vii) le suivi rapproché des travaux par l'ingénieur conseil du projet : la cellule de gestion doit prendre les dispositions nécessaires à l'encontre d'une entreprise non performante comme stipulé dans le contrat initial;

viii) la réalisation des formations de la cellule d'exécution en début de cycle du projet afin que les compétences acquises soient mises à profit;

ix) l'exécution de l'ensemble des activités : le projet ISET ne peut être pérenne que par la réalisation de l'ensemble des activités qui fondent sa cohérence scientifique et sa pertinence par rapport aux défis identifiés : le développement du secteur productif comme réponse à la lutte contre la pauvreté à travers des formations répondant aux besoins du marché du travail. Ainsi, le lancement de la ferme expérimentale, la reconstitution du fonds de la pépinière d'entreprises et du fonds de vulgarisation doivent être mis en oeuvre au plus vite. Ces éléments sont indispensables à la viabilité de l'ISET. La cellule de gestion de projet et les équipes de la BAD doivent être plus exigentes en terme de réalisation des activités prévues tout au long du cycle du projet et ne pas attendre la clôture pour constater les lacunes.

x) l'amélioration du suivi de la BAD : la Banque doit réaliser conformément à sa politique deux missions de supervision semestrielles et une revue à mi-parcours avec l'ensemble des acteurs du projet (administrations, bénéficiaires directs, prestataires, partenaires économiques et financiers...). La BAD doit également participer aux réunions de coordination semestrielles des partenaires économiques et financiers organisées par la DPEF.

I. RESUME DES NOTES OBTENUES PAR LE PROJET

Toutes les notes de l'évaluation sont automatiquement calculées par l'ordinateur à partir de la section pertinente du RAP

CRITERES	SOUS-CRITERES	Note de l'évaluation
RENDEMENT DU PROJET	Réalisation des résultats	3
	Réalisation des rendements	3
	Respect du calendrier	2
	NOTE GENERALE DES RENDEMENTS DU PROJET	**3**
PERFORMANCE DE LA BANQUE	**Conception et état de préparation**	
	Les objectifs du projet sont pertinents pour les priorités de développement du pays	4
	Les objectifs du projet sont réalisables au regard des contributions au projet et du calendrier prévisionnel	2
	Les objectifs du projet sont conformes à la stratégie nationale ou régionale de la Banque	4
	Les objectifs du projet sont conformes aux priorités générales de la Banque	4

	Le cadre logique prévoit un enchaînement causal logique pour la réalisation des objectifs de développement du projet.	3
	Les objectifs et les rendements, ainsi qu'ils sont présentés dans le cadre logique, sont mesurables et quantifiables	2
	Le cadre logique présente les risques et les hypothèses clés	2
	La capacité et l'engagement politique du pays sont à la hauteur de la complexité du projet	3
	La conception du projet contient une analyse satisfaisante des risques	2
	Les systèmes de passation des marchés, de gestion financière, de suivi et/ou autres processus sont fondés sur les systèmes qu'utilisent déjà le gouvernement et/ou d'autres partenaires.	4
	Les responsabilités en ce qui concerne l'exécution du projet sont clairement définies	3
	Les documents requis pour la mise en œuvre (documents sur les spécifications, la conception, la passation des marchés, etc.) sont prêts au moment de l'évaluation	3
	Les indicateurs de suivi et le plan de suivi sont adoptés	3
	La collecte des données de référence est achevée ou en cours	4
	NOTE PARTIELLE DE LA CONCEPTION ET DE L'ETAT DE PREPARATION DU PROJET	**3**
	Supervision:	
	Conformité de la Banque aux:	
	Mesures de protection environnementale	4
	Dispositions fiduciaires	4
	Accords conclus dans le cadre du projet	4
	La qualité de la supervision de la Banque a été satisfaisante en termes de dosage des compétences et de praticabilité des solutions	3
	La surveillance de la gestion du projet par la Banque a été satisfaisante	2
	Le PAR a été fourni à temps	0
	NOTE PARTIELLE DE LA SUPERVISION	**3**
	NOTE GENERALE DE LA PERFORMANCE DE LA BANQUE	**3**
PERFORMANCE DE L'EMPRUNTEUR	**Conception et état de préparation**	
	Les responsabilités en ce qui concerne la mise en œuvre du projet sont clairement définies	3
	Les documents requis pour la mise en œuvre (documents sur les spécifications, la conception, la passation des marchés, etc.) sont prêts au moment de l'évaluation	4
	Les indicateurs de suivi et le plan de suivi sont approuvés; la collecte des données de base est achevée ou en cours	3
	NOTE DE LA CONCEPTION DU PROJET ET DE SON ETAT DE PREPARATION	**3**
	Mise en œuvre	
	L'emprunteur s'est conformé aux:	
	Mesures de protection environnementale	4
	Dispositions fiduciaires	3
	Accords conclus dans le cadre du projet	4
	L'emprunteur a été attentif aux conclusions et recommandations formulées par la Banque dans le cadre de sa supervision du projet	3
	L'emprunteur fonde ses décisions sur les informations tirées du suivi	3
	NOTE PARTIELLE DE LA MISE EN ŒUVRE	**3**
	NOTE GENERALE DE LA PERFORMANCE DE L'EMPRUNTEUR	**3**

J. TRAITEMENT

ETAPE	SIGNATURE ET OBSERVATIONS	DATE
Vérifié par le Chef de Division du Secteur	M. BOUKARY SAVADOGO	23 août 2010
Vérifié par le Directeur Régional	M. LOBE NDOUMBE	6 Octobre 2010
Approuvé par le Directeur Sectoriel	M. BOUKARY SAVADOGO, OIC OSHD	8 Octobre 2010

APPENDICE 1

Echelle de notation et correspondances

NOTE	EXPLICATION
4	**Très satisfaisant** - Réalisation parfaite, aucune faille
3	**Satisfaisant** - La majorité des objectifs sont atteints en dépit de quelques lacunes
2	**Moyen** - Projet partiellement abouti. Presqu'autant de résultats que de lacunes
1	**Médiocre** - Très peu de réalisations et de graves lacunes
NA	Sans objet

N.B.: Les formules sont arrondies à la décimale supérieure ou inférieure. Pour les calculs, seuls des nombres entiers sont retenus.

1. Coûts du projet et financement

a. Coûts du projet par composante en UC

Composantes	Crédit FAD	Contrepartie nationale	Total
I- développement des infrastructures de base (ISET de Rosso)	9 384 290	4 784 067	14 168 357
II- Renforcement des capacités institutionnelles	432 791	0	432 791
III- Appui à la R&D et aux innovations technologiques	74 857	40 343	115 200
IV- Appui à la structure de gestion de projet	515 054	57 271	572 325
Total	10 406 992	4 881 680	15 288 673

b. Ressources par source de financement

	Crédit FAD*			Contrepartie gouvernementale			Total		
Catégorie	**Montant alloué**	**Montant décaissé**	**% décaissé**	**Montant alloué**	**Montant décaissé**	**% décaissé**	**Montant alloué**	**Montant décaissé**	**% décaissé**
Biens	2 592 000,00	2 591 070,05	99,96	420 000	10 000	2,38	3 012 000,00	2 601 070	86,36
Travaux	3 110 000,00	3 112 394,58	100,08	5 070 000	5 050 000	99,61	8 180 000,00	8 162 395	99,78
Services	2 172 000,00	1 515 135,47	69,76	410 000	90 000	21,95	2 582 000,00	1 605 135	62,17
Coûts d'opération	419 000,00	99 925,89	23,85	0	0		419 000,00	99 926	23,85
Total	**8 293 000,00**	**7 318 525,99**	**88,25**	**5 900 000**	**5 150 000**	**87,29**	**14 193 000,00**	**12 468 526**	**87,85**

**** Données extraites des ledgers***

2. Contributions de la Banque. Citer les principaux membres de l'équipe ainsi que leurs attributions durant la préparation et la supervision. Fournir une liste consolidée des missions de préparation, de supervision et d'achèvement en ordre chronologique . Fournir la date et les notes attribuées par le dernier rapport de supervision.

Type de mission		**Date de début**	**Date de fin**	
Mission d'identification		févr-01		Analyste Education
Mission de préparation		mai-01		Analyste Education
Mission d'évaluation		août-01		Analyste en éducation, Spécialiste en genre, et Architecte Consultant
Missions de supervision	*1*	09.09.2002	23.09.2002	Expert en Education
	2	09.12.2002	24.12.2002	Expert en Education
	3	26.06.2003	17.07.2003	Expert en Education
	4	17.06.2004	29.06.2004	Expert en Education
	5	28.08.2005	11.09.2005	Expert en Education
	6	13.12.2005	23.12.2005	Expert en Education
	7	13.08.2006	27.08.2006	Expert en Education
	8	04.02.2007	18.02.2007	Expert en Education
	9	03.04.2008	17.04.2008	Expert en Education
	10	05.03.2009	12.03.2009	Expert en Education
Revue de portefeuille		28.09.2009	08.10.2009	*La revue de portefeuille de novembre 2009 a attribué la note globale de 2,34*
Mission d'achèvement		28.07.2010	06.08.2010	Economiste de l'Education

6. Description du projet. Principaux facteurs n'ayant pas été pris en compte dans la grille générale et qui ont affecté la conception et la mise en oeuvre du projet. Ces facteurs, positifs et négatifs pourraient comprendre: le climat et le conditions météorologiques, les changements politiques, les questions contractuelles ou personnelles, les questions techniques, les processus de passation des marchés et les interactions avec les autres partenaires. Si l'un quelconque de ces facteurs est suffisamment significatif pour affecter les notes de l'évaluation, ceci devra être mentionné dans la grille, avec renvoi à la présente annexe.

II. RENDEMENTS OBTENUS 3. Menaces qui pèsent sur la viabilité des rendements obtenus

Compte-tenu de la faiblesse institutionnelle de l'ISET (absence d'autonomie administrative et financière, et de nomination des structures institutionnelles, budget alloué inférieur au montant initial, non validation des fiches budgétaires correspondant aux postes des professeurs), le fonctionnement actuel de l'ISET repose sur la personnalité et la motivation de son directeur. La pérennité de l'ISET reste soumise à sa structuration officielle.

F. MISE EN ŒUVRE

Les changements politiques (coups d'Etat) ont engendré une instabilité institutionnelle préjudiciable au projet : les délais de signature ont été considérablement rallongés et les changements ministériels récurrents ont compliqué la mise en oeuvre et le suivi des activités.

La tension sur les ressources budgétaires a provoqué une diminution du budget alloué à l'ISET (350 millions de MRO contre 600 prévus). Cette pénurie induit des difficultés dans la réalisation du plan stratégique de l'ISET.

Acronymes

AFD : Agence française de développement

BAD : Banque Africaine de Développement

BID : Banque Islamique de Développement

BIEF : Bureau international de l'édition française

BM : Banque mondiale

CSLP : Cadre stratégique de lutte contre la pauvreté

DAO : Dossier d'appel d'offres

DES : Direction de l'enseignement supérieu

DPEF : Direction des projets éducation et formation

DRS : direction de la recherche scientifique

FAD : Fonds Africain de Développement

FADES : Fonds arabe de développement économique et social

FNARS : Fonds national d'appui à la recherche scientifique

IDA : Association internationale pour le développement

ISET : Institut supérieur d'enseignement technologique

MAED : Ministère des affaires économiques et du développement

MAFO : Maroc Field Office (Bureau de la Banque au Maroc)

MCPFEF : Ministère chargé de la promotion féminine, de l'enfance et de la famille

MEN : Ministère de l'Education Nationale

MEN : Ministère de l'enseignement national

MFTP : Ministère de l'emploi, de la formation technique et professionnelle

MRO ou UM: Mauritania Ouguiya (monnaie mauritanienne)

MST/Sida : Maladies sexuellement transmissibles/Sida

ONG : Organisation non gouvernementale

OPEP : Organisation des pays exportateurs de pétrole

PNDSE : Programme national de développement du système éducatif

PTF : Partenaires Techniques Financiers

RAP : Rapport d'achèvement de projet

SNIG : Stratégie nationale d'institutionnalisation du genre

UC : Unité de Compte

UNICEF : Fonds des Nations Unies pour l'enfance

VRD : Voiries-réseaux divers (électricité, eau, égouts, téléphone, etc)

Documents justificatifs
BAD

- Rapport d'évaluation, Septembre 2001
- Revue de portefeuille, Novembre 2009
- Rapports de supervision
- Ledgers
- Gender Equality and Women's Empowerment: an Updated Gender Plan of Action (UGPOA) 2009 – 2011
- Stratégie pour l'enseignement supérieur, la science et la technologie

Emprunteur

- Programme nationale de développement du système éducatif 2001-2010
- Cadre Stratégique de Lutte contre la Pauvreté (CSLP), 2001
- Stratégie Nationale d'Institutionnalisation du Genre (SNIG)
- Programme de Développement Intégré de l'Agriculture en Mauritanie (PDIAM)
- Rapports d'activités disponibles (les rapports de décembre 2009 et mars 2010 ne sont pas réalisés)
- Exécution du crédit FAD et du Fonds de la contrepartie nationale
- Note de cadrage macro financière du secteur de l'éducation 2011-2020
- Rapport sur le Fonds national de recherche scientifique par Le comité international chargé de l'évaluation des projets de recherche, juillet 2008
- Plan stratégique de l'ISET de Rosso 2009-2014
- Décret de création de l'ISET le 2 avril 2009

Prestataires

- Rapport final de l'exécution des travaux par SCET Tunisie et MCGT Mauritanie
- Rapports de mission des ONGs pour les campagnes de sensibilisation éducation des filles
- Rapport d'achèvement des travaux de l'ISET de Rosso par l'architecte assistant à la maîtrise d'ouvrage M. Cheikh Ahmedou
- Rapports de C2W sur la mise en place de la pépinière de Rosso (rapport de diagnostic et rapport final)
- Rapport de CIDE sur l'élaboration des programmes, l'identification des profils enseignants et des équipements technologiques
- Rapports d'audit

Partenaires techniques et financiers

- Note de cadrage des interventions pays en Mauritanie 2008-2010 - Groupe AFD
- Document stratégie pays de la Mauritanie 2008-2011 - Banque Mondiale

LISTE DES MARCHES SIGNES DANS LE CADRE DU CREDIT

Date	N° Marché	Désignation	Composante	Attributaire	Marché	Montant en UM	Montant en devises	Montant en UC	Monnaie
25/08/2002	015/00/DPEF/DJ	Recrutement Chef Projet	**IV**	Med Ahmed Djegué	Short IistCV	12.000.000		37.400,45	MRO
17/09/2003	122/119/DPEF	Réalisation des études techniques (ISET) à Rosso	**I**	STUDI international	L.L Short List	112.034.324	351 370	298 646,88	€
03/02/2004	158/004/DPEF	Définition cadre réglementaire ESUP	II	Tecsult. International	L.L Short List	73.014.480	386 320	201 159,09	SCAN
30/12/2003	145/180/DPEF	Révision du statut du personnel de l'enseignement supérieur	II	CIDE	L.L Short List	39.908.570	220 000	114 555,29	SCAN
27/01/2004	159/009/DPEF	Elaboration programmes ISET Spécifications des équipements technico pédagogiques	**I**	CIDE	L.L Short List	69.065.813	359 250	187 063,58	SCAN
25/11/2003	130/139/DPEF	Audit des états financiers	II	NET AUDIT	L.L Short List	6 882 000	6.882.000	18301,49	MRO
10/05/2005	289/54/DPEF	Acquisition Véhicules DPEF	**IV**	CGA Nissan	AOI	18.890.000	18.890.000	58.439,62	MRO
06/02/2006	38O/OO2/DPEF	Suivi des travaux de construction de l'ISET	II	SCET Tunisie	Consultation		154.550		**e**
15/02/2006	/06/DPEF/PNDSE	Remplacement du Chef de Projet	II	Debbe Ould Sidy Zeine	Short List CV	14.400.000		37.382,20	MRO
03/03/2006	389/10/CCM/ DPEF/PNDSE/06/FAD	Recrutement d'un cabinet pour les audits financiers	II	Net Audit	L.L Short List	10.670.000			MRO
09/10/2006	425/157/CCM DPEF/PNDSE/FADII/06	Attribution du marché de construction de l'ISET de Rosso	III	Grpt SBF/EGB TP	AOI	2.647.848.046			EURO/MRO

08/01/2007	444/DPEF/PNDSE/07/FADII	Recrutement d'un bureau pour le contrôle des travaux de construction de l'ISET	II	SECO/COTEM	L.L Short List	22.000.000		52380	MRO
02/02/2007	452/CDM/ DPEF/PNDSE/FADII/07	Recrutement d'un cabinet pour les audits financiers des exercices 2006 et 2007	II	AFRIC Audit	L.L Short List	10.670.000			MRO
17/10/2007	511/CDM/ DPEF/PNDSE/2007/BAD	Recrutement d'un architecte conseil pour l'assistance à la maîtrise d'ouvrage dans le cadre de la construction de l'ISET de Rosso	II	Cheikh Ahmedou Ould Med Moctar	Short list	13.500.000		32142	MRO
17/10/2007	511/CDM/ DPEF/PNDSE/2007/BAD	Recrutement d'un cabinet pour l'Etude d'Aménagement de la ferme expérimentale de l'ISET de Rosso	II	Tasmim / ID Conseils	Short List	17.028.500		40.544	MRO
03/11/2008	571/154/CCM/DPEF/PNDSE/08	Acquisition du fonds documentaire	I	CELF	AOI		117991,75 euros	111.115,898	euros
23/12/2008	572/172/CCM/DPEF/PNDSE/08	Acquisition des instruments agropastoraux (lot 2)	I	FSE	AOI		131877,48 euros	124192,45	euro
23/12/2008	573/175/CCM/DPEF/PNDSE/O8	Acquisition de produits chimiques et milieux de culture (lot 5)	I	VWR International	AOI		47176,52 euros	44.427,355	euros
23/12/2008	574/179/CCM/DPEF/PNDSE/08	Acquisition d'équipements pour la cuisine et le restaurant (lot 9)	I	CDI	AOI	42.779.400		106859,8	UM
31/12/2008	575/171/CCM/DPEF/PNDSE/O8	Acquisition des instruments de laboratoire (lot 1)	I	VWR International	AOI		469304,66 euros	441956,39	euros
31/12/2008	576/173/CCM/DPEF/PNDSE/08	Acquisition des instruments de physique et de mécanique (lot 3)	I	CSGS	AOI		482680,41 Dollars Canadiens	305.877,023	Dollar Canadien
31/12/2008	577/174/CCM/DPEF/PNDSE/08	Acquisition de consommables et petits équipements de laboratoire (Lot 4)	I	VWR International	AOI		223691,04 euros	210.655,667	euros
31/12/2008	578/176/CCM/DPEF/PNDSE/08	Acquisition de mobiliers et équipements de bureaux, des salles de classe, du foyer et des sports	I	ACIA	AOI		259067,35 euros	243.970,458	euros
31/12/2008	579/177/CCM/DPEF/PNDSE/O8	Acquisition de matériels informatiques (lot 7)	I	IDS	AOI	62.260.776,9		155.522,858	UM

31/12/2008	580/178/CCM/DPEF/PNDSE/08	Acquisition des équipements pilotes pour la Halle technologique (lot 8)	I	CSGS	AOI		843785,13 Dollars Canadiens	534.710,916	Dollar Canadien
18/02/2009	591/19/CCM/DPEF/PNDSE/O8	Acquisition des équipements de la ferme expérimentale		SOGECOR		135.979.900			MRO
10/05/2009	395/615/CDM/DPEF/PNDSE/09	Aménagement de la pépinière d'entreprises		Cabinet 2 CW International				89.820 Euros	EUROS
03/08/2009	623/CDM/DPEF/PNDSE/09	Campagnes de sensibilisation sur les VIH/MST et la scolarisation des filles		SSF		14.570.300			MRO
07/01/2010	649/CCM/DPEF/PNDSE/10/ BAD	Livraison de 2 Bus pour ISET	ISET	Toyota	AON	31 293 874			MRO
09/02/2010	660/09//CCM/DPEF/PNDSE/10/ BAD	Fourniture de système d'émission pour ISET	ISET	Top Technologie	AON	31 087 434			MRO
07/02/2010	661/10/CCM/DPEF/PNDSE/10/ BAD	Système réseau sans fil pour ISET	ISET	CDI	AON	22 327 893			MRO
07/02/2010	659/007/DPEF/PNDSE/2010/ BAD	Audit des comptes du projet 2008-2009	ISET	Net Audit	AON	9 600 000			MRO